

Débat d'Orientation Budgétaire 2016

Mercredi 24 février 2016
Conseil Municipal



Ville de
CESSON
SÉVIGNÉ

Introduction : Le Débat d'Orientation Budgétaire

Loi du 6 février 1992-Art 11 et 12, Art L2312-1 du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales) :

- **Le DOB est obligatoire (DOB=débat d'orientation budgétaire)**
- **Le DOB doit avoir lieu au Conseil Municipal dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif par l'Assemblée.**
- **Le DOB se déroule dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8 du CGCT.**
- **Le DOB a pour objet de présenter les grandes orientations du budget primitif qui sera présenté lors du prochain Conseil Municipal de mars 2016.**
- **Le DOB ne donne pas lieu à un vote.**



Sommaire

1) Contexte national

2) Contexte pour la ville de Cesson-Sévigné

3) Choix politiques de la majorité

4) Budget - Section de fonctionnement

5) Budget - Section d'investissement

6) Prospective 2016 -2020

7) Conclusion



1) Contexte national

- **Dotations de l'Etat, poursuite de la baisse :**

Baisse cumulée de **28 milliards €** de 2014 à 2017 pour l'ensemble des collectivités territoriales. Baisse annuelle : 2015 = - 3,7 Milliards €

2016 = - 3,7 Milliards €

2017 = - 3,6 Milliards €

- **Dette Publique** (à fin 2015) : 2.100 milliards € (96,4% du PIB, + 0,7 point de 2014 et 2015)

- **Contexte de faible inflation :**

En 2015 : + 0 % (Stabilité grâce à la baisse de 4,7% des prix de l'énergie)

Prévisionnel 2016 : + 0,8% maximum. L'inflation devrait rester basse.

- **Contexte de faible croissance du PIB :**

2015 : +1,1%

Prévisionnel 2016 : + 1,5 % (Source Bercy), 1,3 % (Source FMI et Commission Européenne)

- **Contexte de très faibles taux d'intérêts en zone Euro :**

Taux Euribor (variables) : inférieur à 1% (voire taux négatifs)

- **Contexte de chômage élevé :**

2015 = 10,5 %

Prévisionnel 2016 : 10,5 %



Ville de
**CESSON
SÉVIGNÉ**

2) Contexte pour la ville de Cesson-Sévigné

a) Désengagement de l'Etat, double pénalité :

1-Contribution de Cesson-Sévigné au redressement des finances publiques (ponction sur la Dotation globale de fonctionnement) :

- 139 000 € en 2014
- 340 000 € en 2015
- 342 000 € en 2016 soit **2%** des recettes réelles (Prévision)

2-Changement de calcul pour la part population de la DGF :

L'indexation linéaire remplace l'indexation logarithmique.

Part population 2015 : 82 K€ au lieu de 90 K€ sur calcul antérieur

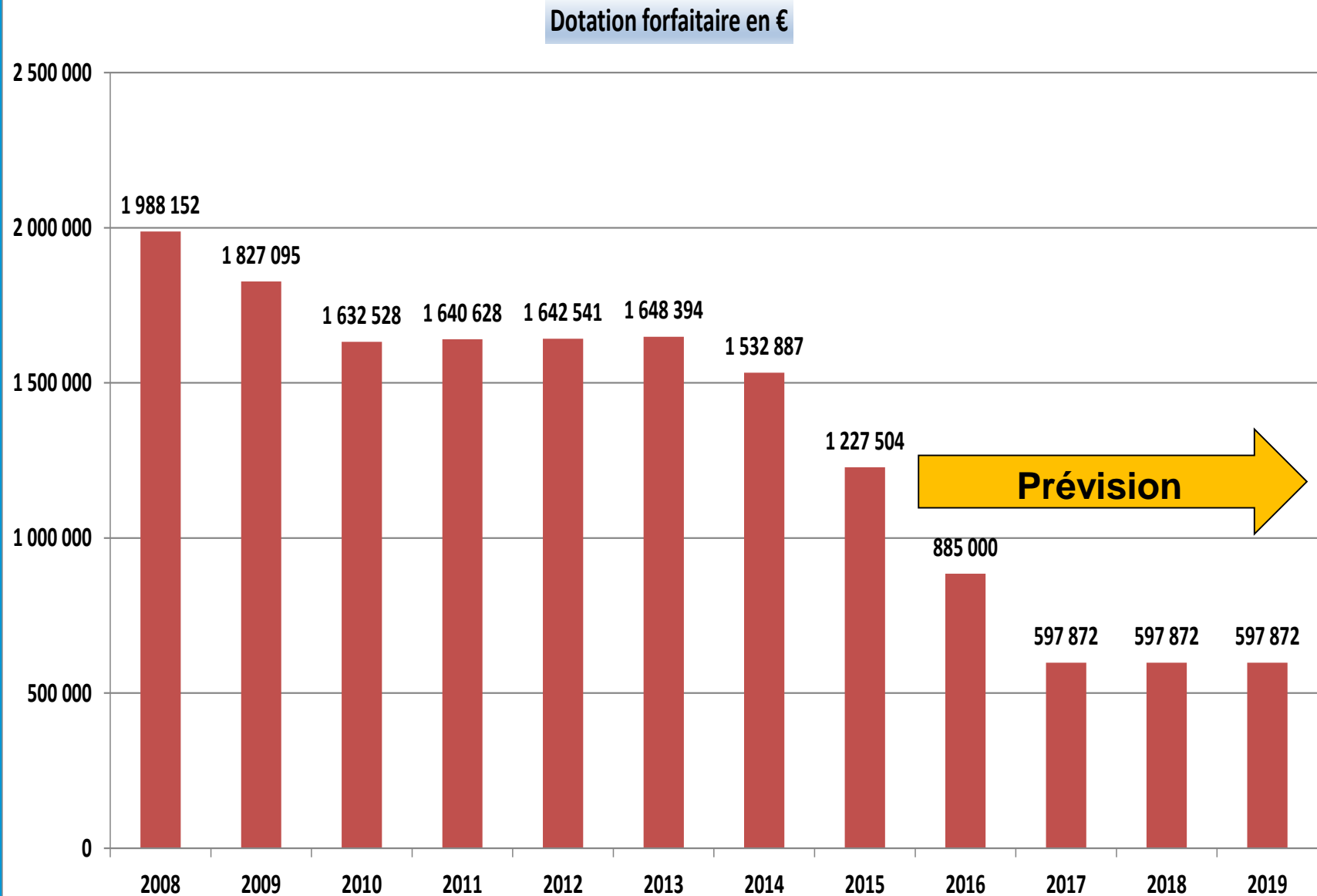
La baisse cumulée sur 4 ans (2013 à 2017) sera de 1 165 000 € à population constante (Soit **6%** des recettes réelles).

Baisse inédite dans l'histoire des finances de notre commune.



2) Contexte pour la ville de Cesson-Sévigné

a) Désengagement de l'Etat : **baisse de 342 K€ en 2016**



2) Contexte pour la ville de Cesson-Sévigné

b) Faiblesses des finances communales :

- **Capacité d'autofinancement structurellement basse**

De 2008 à 2014 :

Les dépenses d'équipement ont été financées à :

23,9% par la CAF

23,5% par les emprunts

33,5 % par les ventes de réserves foncières



2) Contexte pour la ville de Cesson-Sévigné

- **Rigidité des dépenses de fonctionnement**

Masse salariale :

**Représente 60% des dépenses réelles de fonctionnement.
Entre 2008 et 2014, augmentation de 2,2 M€ dont 990K€ pour des recrutements.**

- **Dynamisme restreint des recettes de fonctionnement**
- **Stock de dette :**
Fin 2008 : 5,4 M€
Fin 2013 : 10,1 M€
Fin 2015 : 9,7 M€ (hors avance de trésorerie MAPTAM)

Les emprunts successifs ont accru le stock de dette de la ville, et alourdi les charges financières.



2) Contexte pour la ville de Cesson-Sévigné

c) Impôts locaux (taxe d'habitation, taxes foncières-bâti et non bâti)

- Taux communaux (votés au Conseil Municipal)

Les Cessonnais payent des montants d'impôts locaux importants car :

- Les valeurs locatives sont élevées à Cesson-Sévigné
- Les impôts prélevés par les autres collectivités (Rennes Métropole, Conseil Départemental) représentent plus de 61 % de la pression fiscale

Les taux communaux ont augmenté 3 fois entre 2009 et 2011.

En 2016 comme en 2015, les taux communaux restent **inchangés**

- Revalorisation du taux directeur des Bases fiscales (votée au Parlement)

Pour 2016 : revalorisation des bases fiscales nationales de **+1%**
(TH-TF-TBNB)



2) Contexte pour la ville de Cesson-Sévigné

d) Recettes de cessions d'actifs :

2015 : 2 420 K€ (année exceptionnelle).

DOB 2016 : 518 K€

e) Clôture de l'exercice 2015 : constitution de réserves pour 2016 :

Résultat de la section de fonctionnement : + 2,3 M€ en 2015

Excédent de la section d'investissement : + 1,4 M€ en 2015

**f) Effets loi MAPTAM (Transfert de compétences vers Rennes Métropole) :
Réduction du budget communal suite au transfert de compétence
réseaux (éclairage public, lutte contre d'incendie)**

**Pour la voirie, gestion par convention de mandat de 2015 à 2017 avant
transfert définitif.**

g) Préparer les finances de la ville en vue du projet Viasilva.



3) Politique de la Majorité municipale (Mandature 2014-2020)

Dans ce contexte

Conformément à notre programme

Dès 2014, nous avons mis en place les grandes orientations financières suivantes :



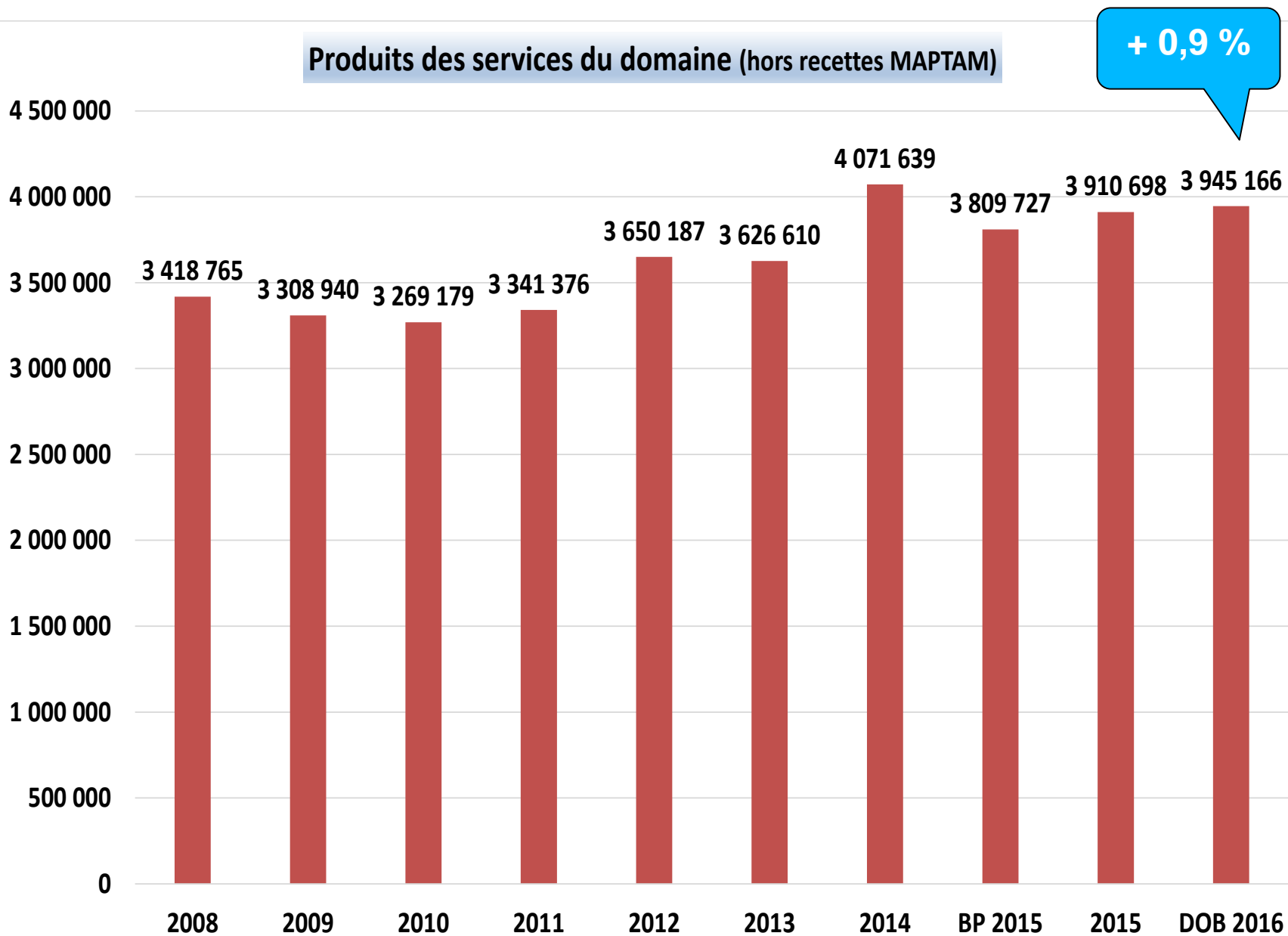
Ville de
**CESSON
SÉVIGNÉ**

3) Politique de la Majorité municipale (Mandature 2014-2020)

- 1) Pilotage serré des recettes et dépenses de fonctionnement**
- 2) Ne pas augmenter les taux des impôts locaux tant que l'autofinancement sera suffisant pour faire face aux investissements**
- 3) Arbitrer des dépenses d'équipement strictement nécessaires**
- 4) Ecarter le recours à de nouveaux emprunts (préservation du ratio de capacité de désendettement).**
- 5) Favoriser le recours aux ventes foncières en alternatives aux emprunts pour financer les dépenses d'équipement.**
- 6) Réduire la voilure budgétaire durant les trois années à venir financièrement difficiles avant que les programmes fonciers de Viasilva en particulier ne permettent d'accroître les recettes fiscales de la commune.**

4) Budget - Section de fonctionnement

a) Recettes de fonctionnement : produits des services et du domaine



4) Budget - Section de fonctionnement

a) Recettes de fonctionnement : produits des services et du domaine

- Evolution BP 2015-CA 2015 : + 100 k€ (hors MAPTAM) dont :

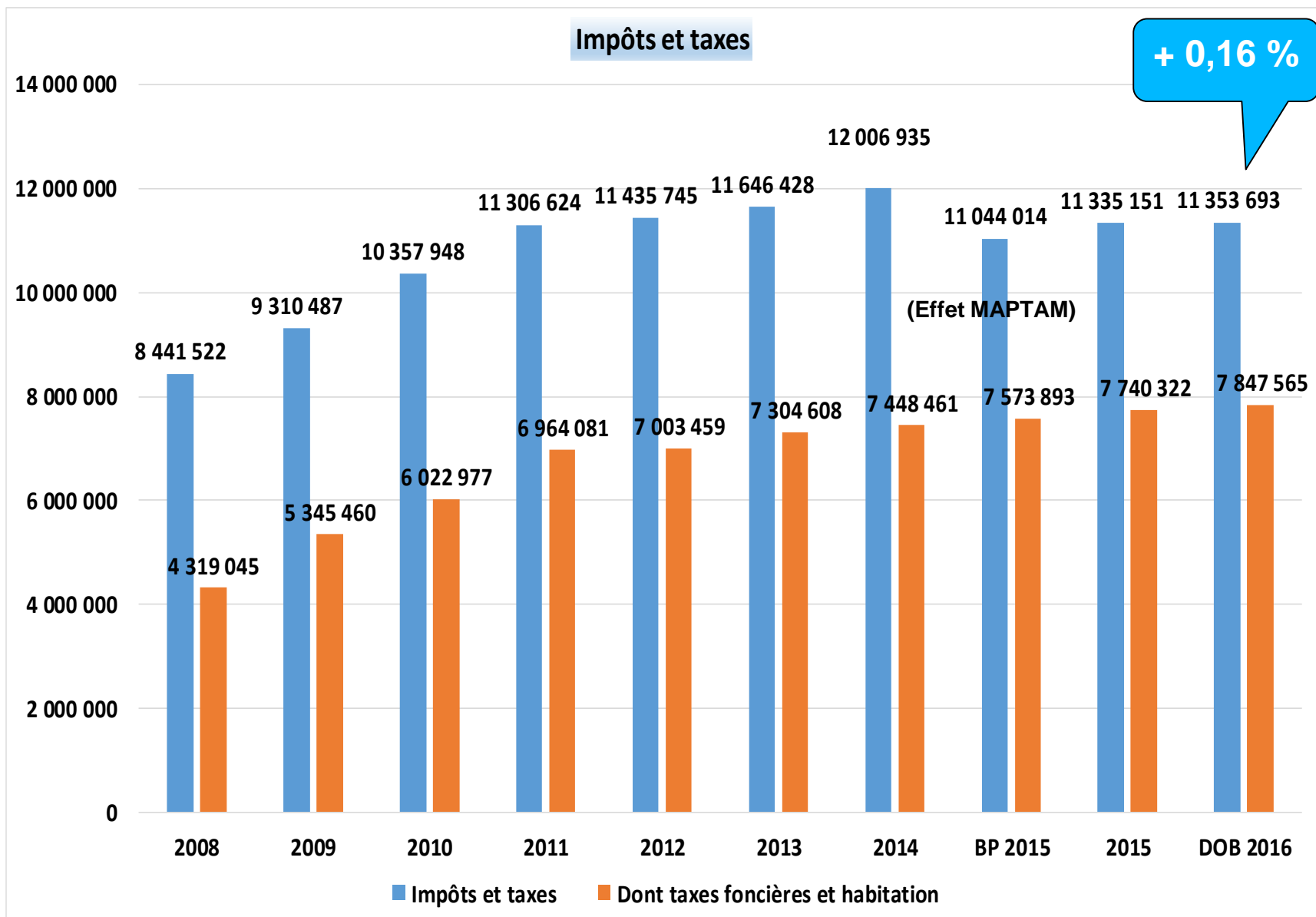
Redev. et droits des services - cultur.	Bascule recettes Saison culturelle encaissées en 2015 sur 2016	-65 K€
Redev. et droits des services - sportif	Effet concurrence pour piscine -95 K€ mais bonne saison pour golf +23k€	-75 K€
Redev. et droits des services - social	Estimation prudente recettes garderie et centre loisirs	+40 K€
Redev. et droits des services- péri-sco.	Estimation prudente recettes restauration collective	+31 K€
Aux autres organismes	Remboursement gestion ZAC coesme axe est-ouest	+107 K€
Rembourst de frais - GFP de rattachement	Remboursement taxe foncière station épuration par EBR	+43 K€
Par d'autres redevables	Remboursement trop perçu provisions gestion Néotoa + fioul rue des écoles	+13 K€

- Evolution CA 2015-DOB 2016 : + 34 K€ (hors MAPTAM) dont :

Redev. et droits des services - cultur.	Effet report recettes encaissés sur 2015 sur excercice 2016	+75 K€
Rembourst de frais - GFP de rattachement	Remboursement taxe foncière station épuration par EBR	-43 K€

4) Budget - Section de fonctionnement

a) Recettes de fonctionnement : Impôts et taxes



4) Budget - Section de fonctionnement

a) Recettes de fonctionnement : impôts et taxes

- Evolution BP 2015-CA 2015 : + 291 K€ dont

Taxes foncières et d'habitation	Rôle supplémentaire	+166 K€
Attribution de compensation	Calcul de l'AC définitive + favorable que prévu	+38 K€
Fonds de péréquation	Calcul du FPIC + favorable que prévu	+63 K€
Taxe sur la publicité extérieure	Le moins sur TLPE compensé par le + sur droits mutations	+23 K€
Autres taxes diverses	Non prévu au BP 2015	+22 K€

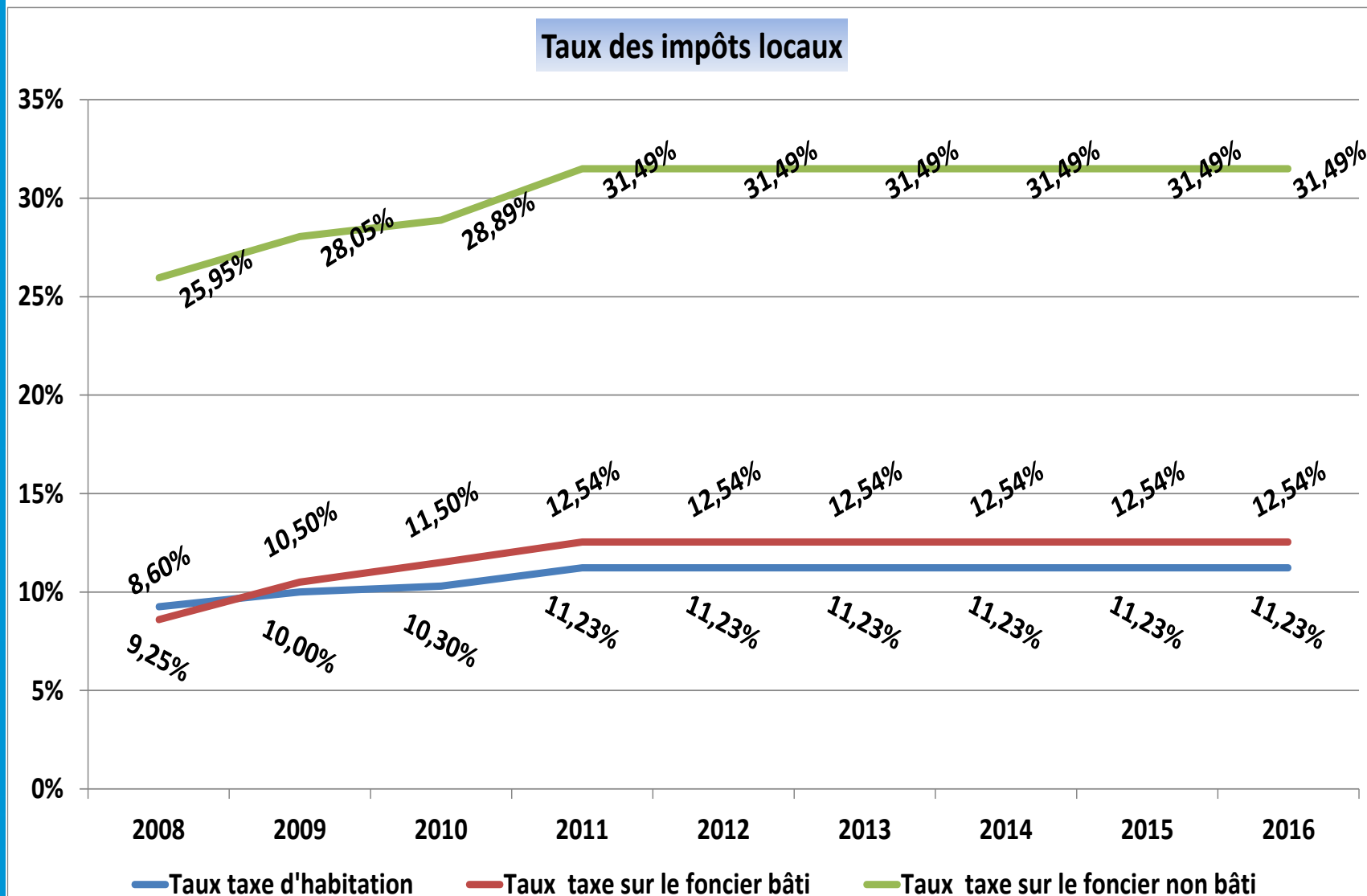
- Evolution CA 2015-DOB 2016 : +18 K€

Taxes foncières et d'habitation	Evolution estimée pour revalorisation bases fiscales nominale de + 1 %	+107 K€
Fonds de péréquation	Prudence sur évolution du FPIC (Contributeur ou attributaire ?)	-63 K€
Taxe addit. aux droits de mutation ...	Prudence sur évolution des taxes sur les droits de mutation	-23 K€

4) Budget - Section de fonctionnement

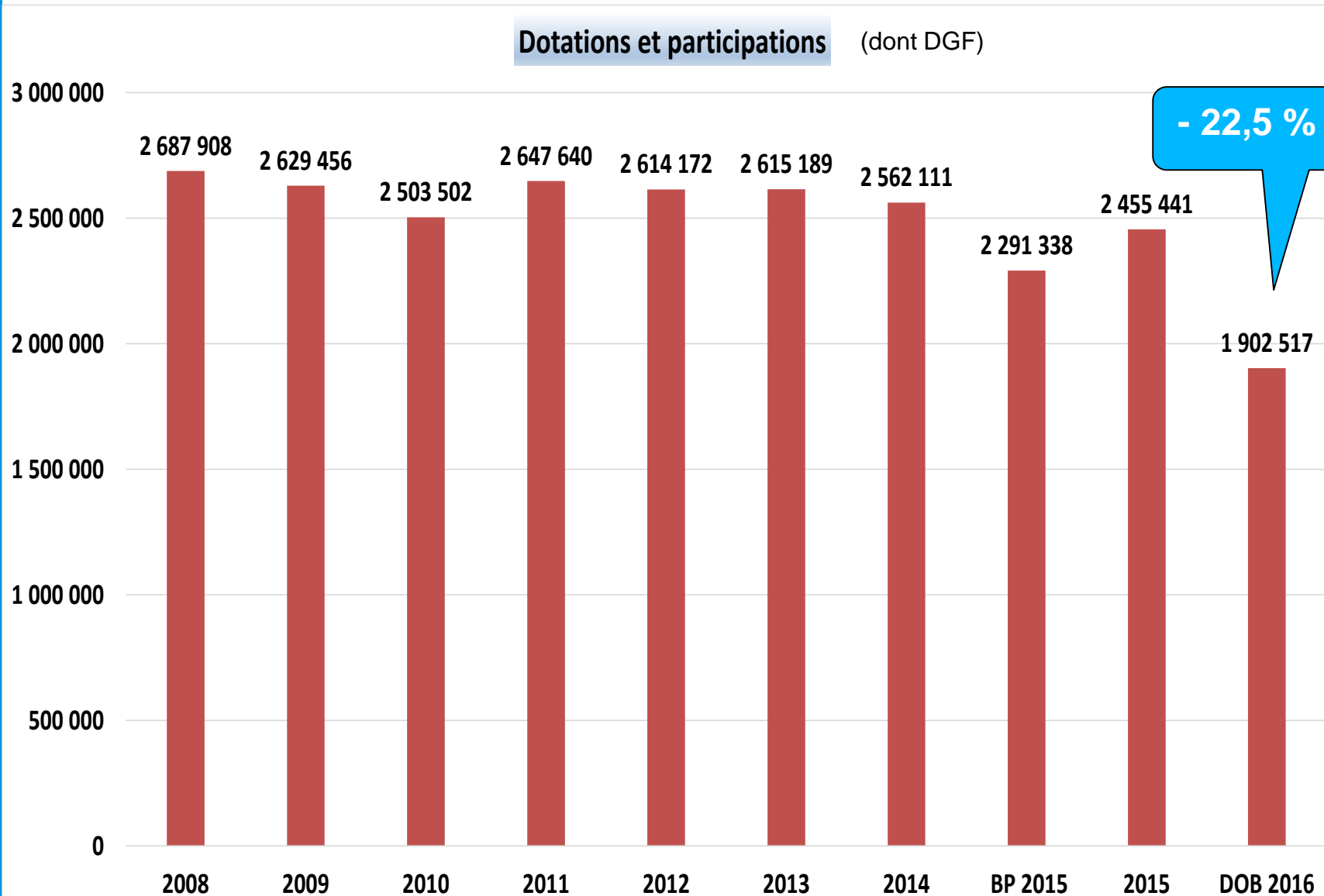
a) Recettes de fonctionnement

Taux Impôts : en 2016 comme en 2015 les taux communaux restent **inchangés**



4) Budget - Section de fonctionnement

a) Recettes de fonctionnement – Dotations et participations



4) Budget - Section de fonctionnement

a) Recettes de fonctionnement : Dotations et participations

- Evolution BP 2015-CA 2015 : +164 K€

Départements	Contrat de territoire non saisi pour stade eaux vives	+25 K€
Autres organismes	Prestation sociales CAF maison de l'enfance +66 K€	+66 K€
Etat - Compens.exon. TH	Compensation TH + favorables	+21 K€
Autres attribut participations	Contrat enfance CAF Maison enfance +79 K€, Etournel +10 K€, SCOL + 11 K€	+104 K€

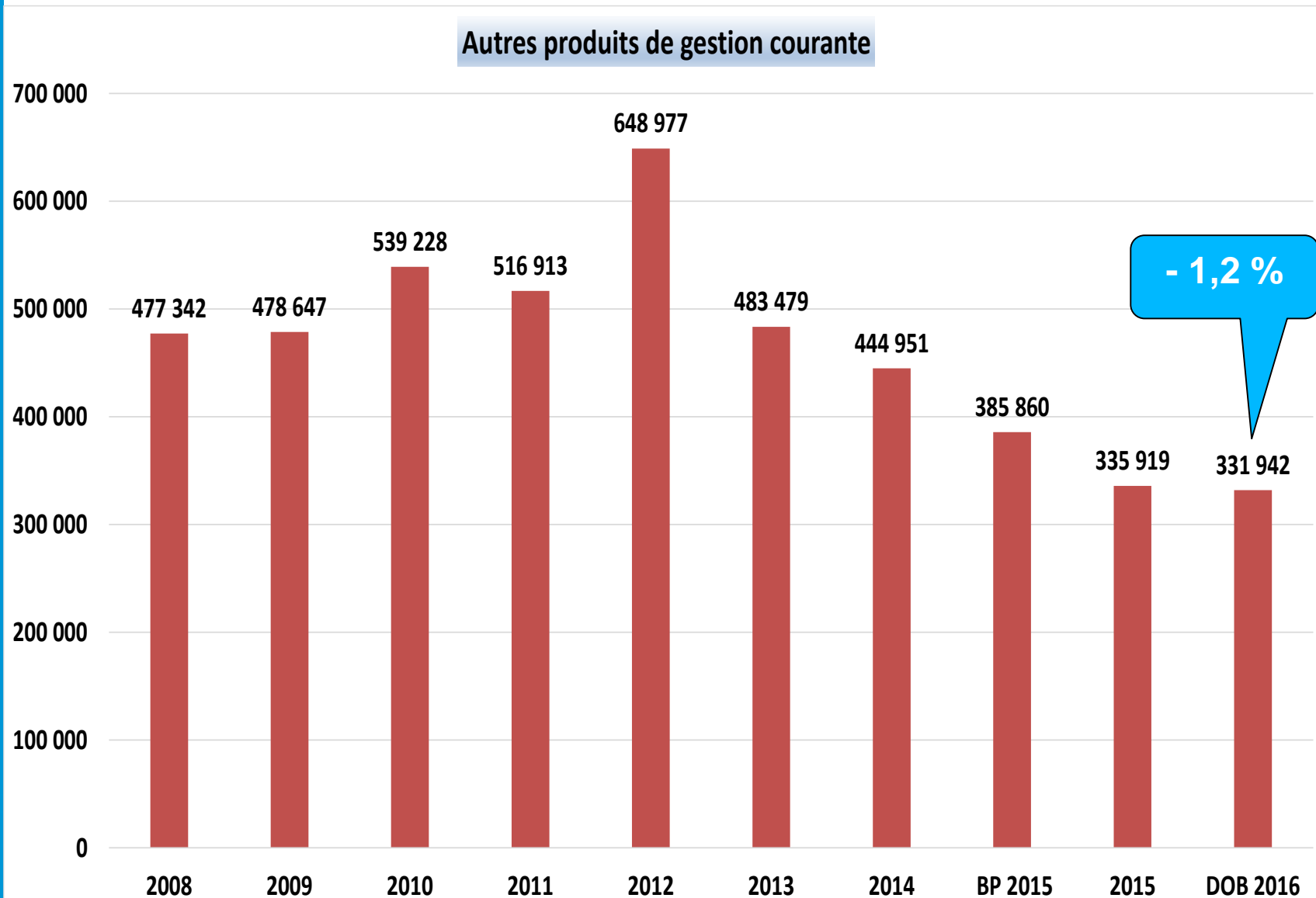
- Evolution CA 2015-DOB 2016 : -553 K€

Dotation forfaitaire	Baisse projetée de la DGF	-342 K€
Autres	Moindre participation des communes aux frais de fonctionnement	-29 K€
Autres organismes	Prestations sociales CAF maison de l'enfance +66 K€ de rattachés en 2015 donc baisse au DOB 2016	-72 K€
Autres attributions et participations	Contrat enfance CAF sur Maison enfance +79 K€, Etourel +10 K€, SCOL + 11 K€ de rattachés en 2015 donc baisse au DOB 2016	-117 K€



4) Budget - Section de fonctionnement

a) Recettes de fonctionnement : Autres produits de gestion courante



4) Budget - Section de fonctionnement

a) Recettes de fonctionnement : Autres produits de gestion courante

- Evolution BP 2015-CA 2015 : -49 k€

Revenus des immeubles	Sur-estimation loyers au BP 2015	-23 K€
Produits divers de gestion courante	Remboursement Taxes foncière EMS budgétées à tort sur ce compte	-26 K€

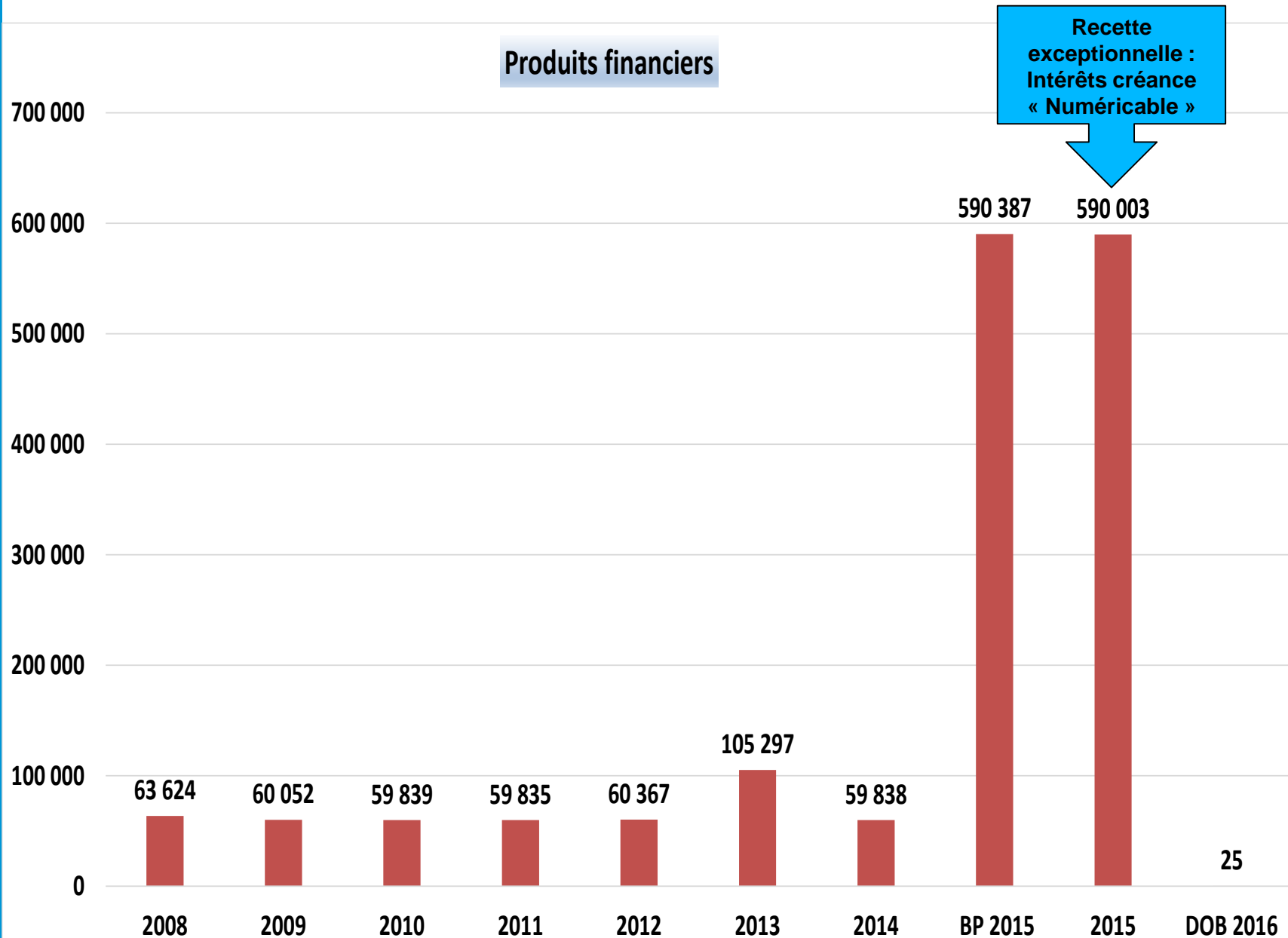
- Evolution CA 2015-DOB 2016 : -3,9 K€

Revenus des immeubles	Moindres revenus de locations (1 gardien en moins)	-3 K€
-----------------------	--	-------



4) Budget - Section de fonctionnement

a) Recettes de fonctionnement : produits financiers



4) Budget - Section de fonctionnement

a) Recettes de fonctionnement : produits financiers

- Evolution BP 2015-CA 2015 : 0 K€

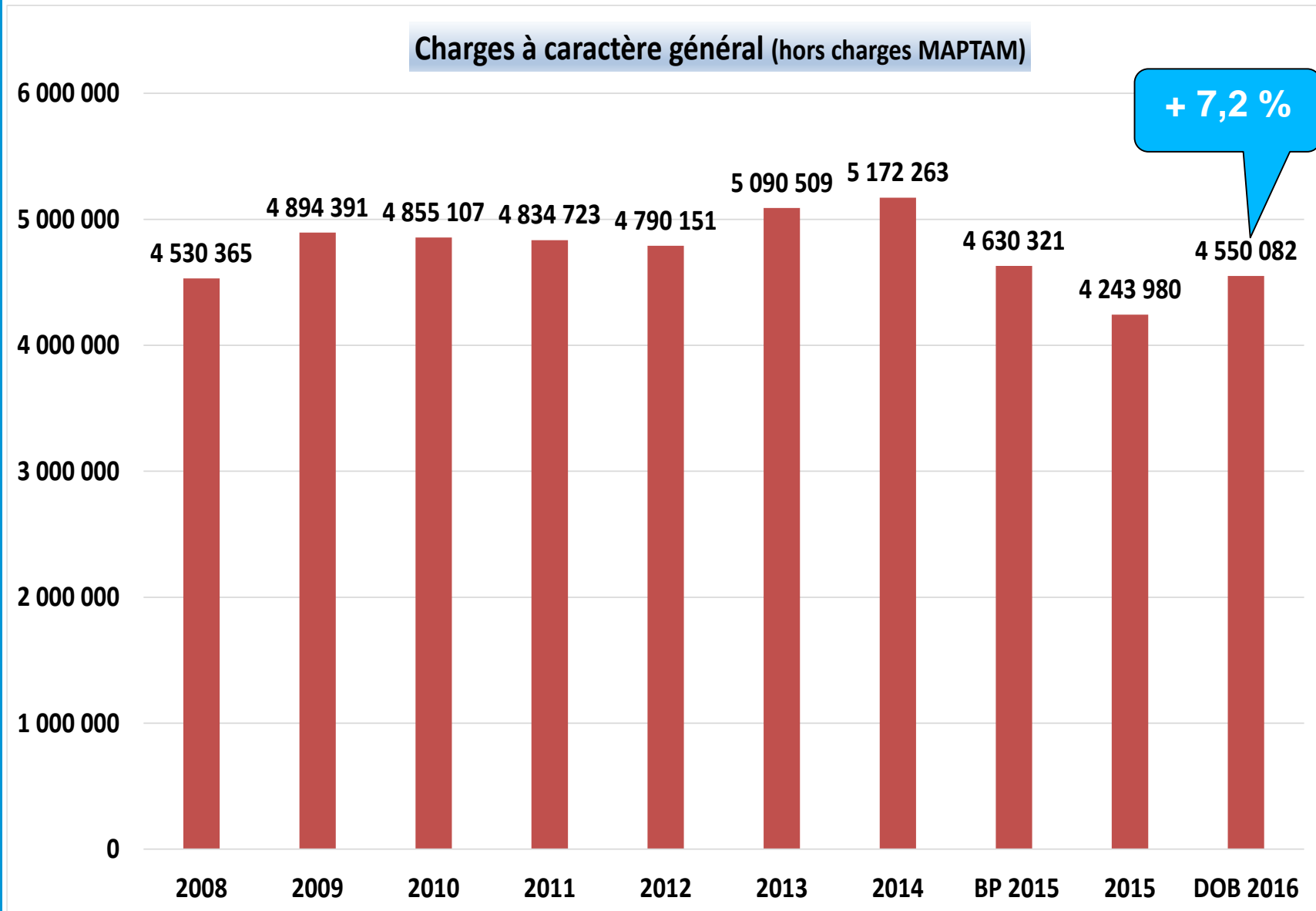
**Recette exceptionnelle : Intérêts créance « Numéricable »
budgété et encaissée à hauteur de 590 K€**

- Evolution CA 2015-DOB 2016 : -590 K€

Pas de recettes financière exceptionnelle en 2016

4) Budget - Section de fonctionnement

b) Dépenses de fonctionnement : Charges à caractère général



4) Budget - Section de fonctionnement

b) Dépenses de fonctionnement : Charges à caractère général

- Evolution BP 2015-CA 2015 : - 385 K€ dont :

Energie - Electricité	Rattachement important de factures sur exercice 2014	-151 K€
	Gain sur Consommation et cout marché du gaz	-122 K€
Contrats de prestations de services	Budget crèche Calais Pévu sur 011 et réalisé sur le 65	-40,0 K€
Formation du personnel	Formation DRH + 10 K€ et ITC 4 K€	-14,5 K€
Catalogues et imprimés	Culture + 11,1 K€ et COM 2,2 K€	-13,3 K€
Publications	COM + 11,8 K€, PISC 1,5 K€	-13,3 K€
Concours divers (cotisations...)	Economie suite révision contrat ALEC (Suivi énergétique)	-13,6 K€
Frais de nettoyage des locaux	Economies de 10 K€ sur nettoyage Salles Grippé	-15,1 K€

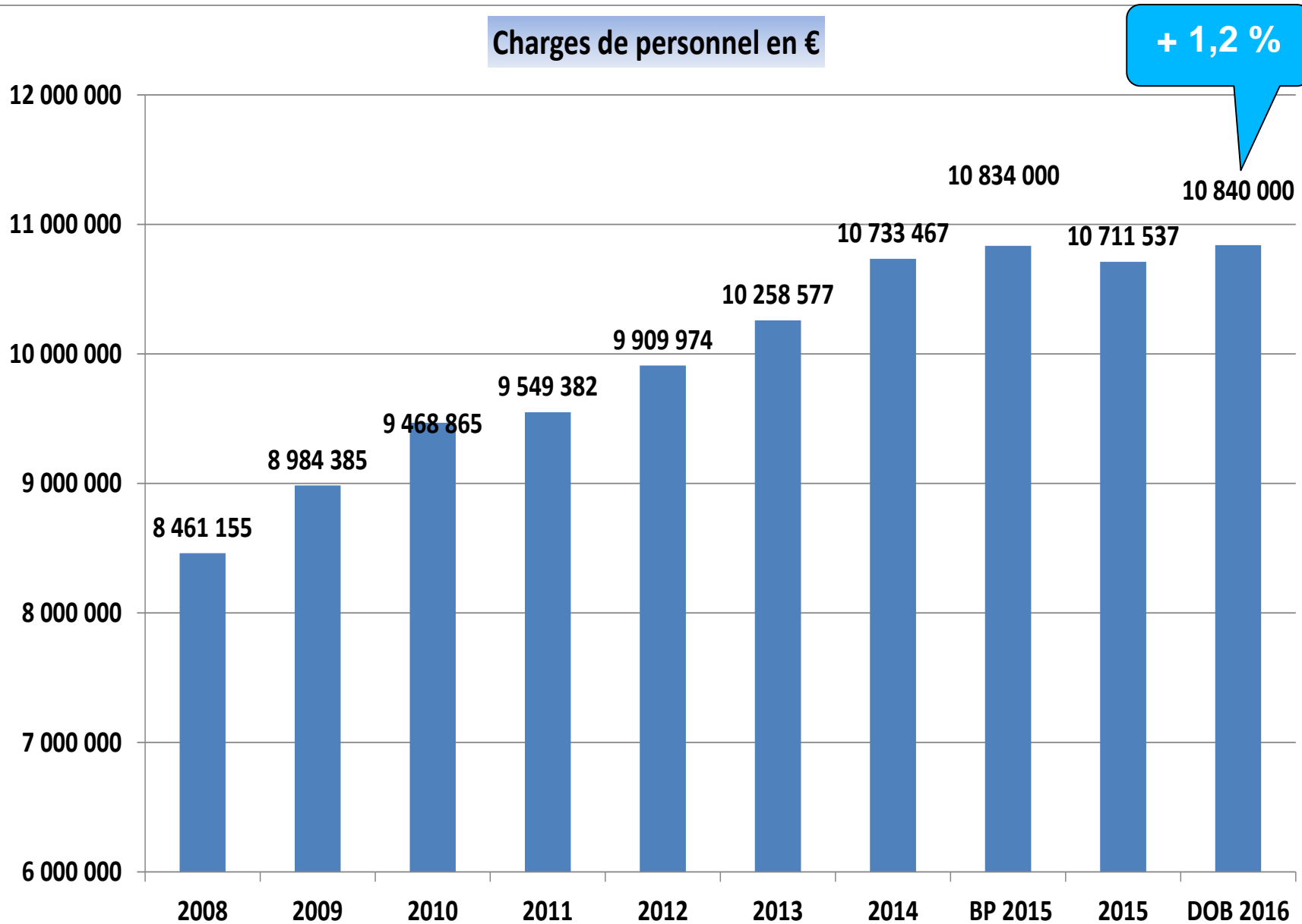
- Evolution CA 2015-DOB 2016 : + 306 K€ (hors MAPTAM) dont :

Energie - Electricité	Rattachement important de factures sur l'exercice 2014	+151 K€
Contrats de prest services	Année pleine DSP Crèche Place Waltrop + 60 K€, Espaces verts +48 K€ conv gestion ZAC Champs Blancs, Prop Urbaine + 8 K€ dont balayage ZAC Champs blancs	+120 K€
Divers	Salon Délice de Plantes + 23 k€	+23 K€



4) Budget - Section de fonctionnement

b) Dépenses de fonctionnement : Charges de personnel



4) Budget - Section de fonctionnement

b) Dépenses de fonctionnement : Charges de personnel

- Evolution BP 2015-CA 2015 : - 122 K€

Rémunération	Reliquat sur enveloppe salaires non titulaires	127 K€
--------------	--	--------

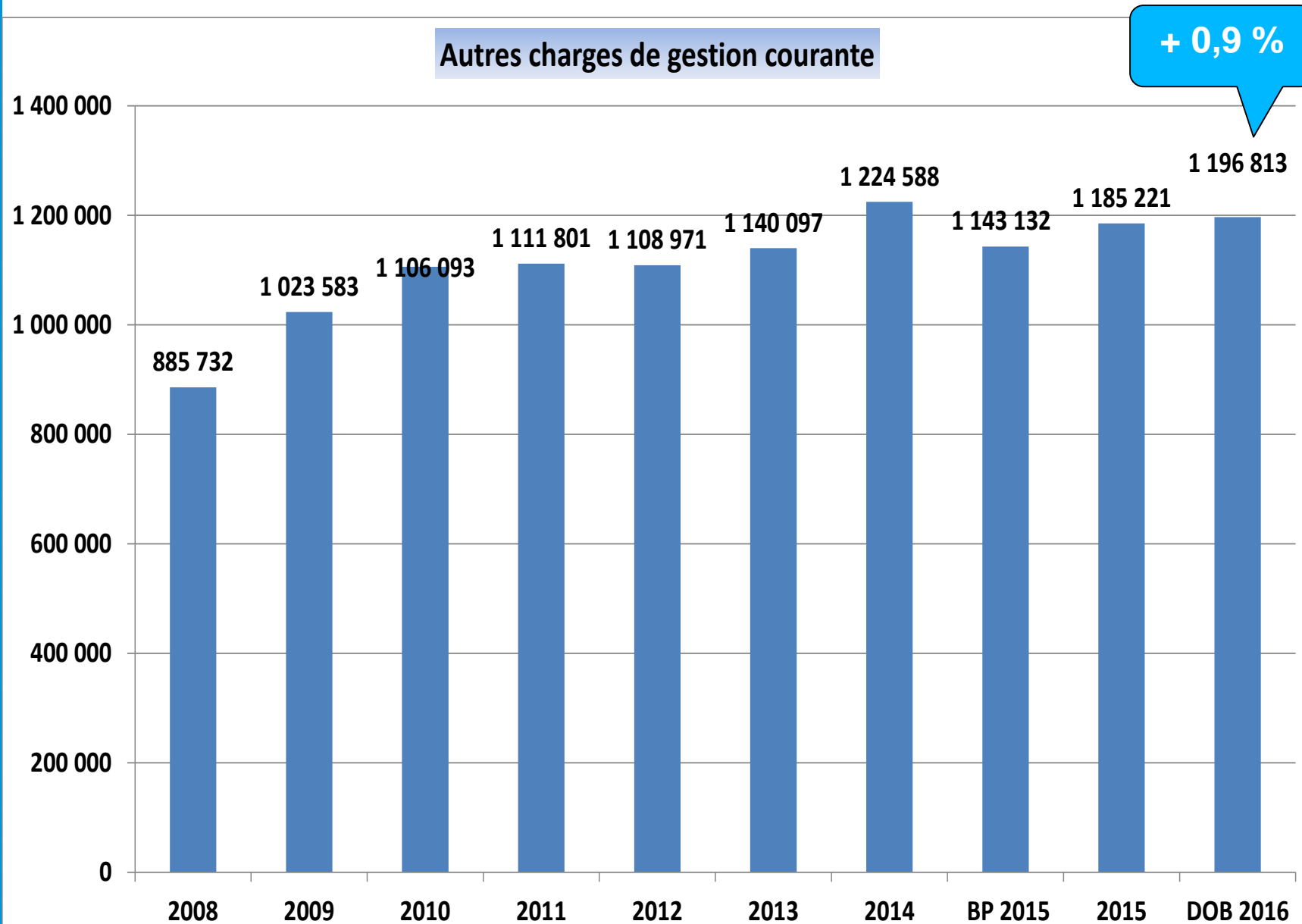
- Evolution CA 2015-DOB 2016 : +128 K€ dont

Rémunération principale	Effet GVT	+62 K€
Autres indemnités	Réforme régime indemnitaire	+8 K€
Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	Hausse des taux Contributions patronales	+14,5 K€
Cotisations aux caisses de retraite	Hausse des taux Contributions patronales	+19,5 K€



4) Budget - Section de fonctionnement

b) Dépenses de fonctionnement : Autres charges de gestion courante



4) Budget - Section de fonctionnement

b) Dépenses de fonctionnement : Autres charges de gestion courante

- Evolution BP 2015-CA 2015 : + 42 K€ dont

Subventions de fonct.- pers. droit privé	Participation Crèche Calais budgétée au chap 011	+40 K€
--	--	--------

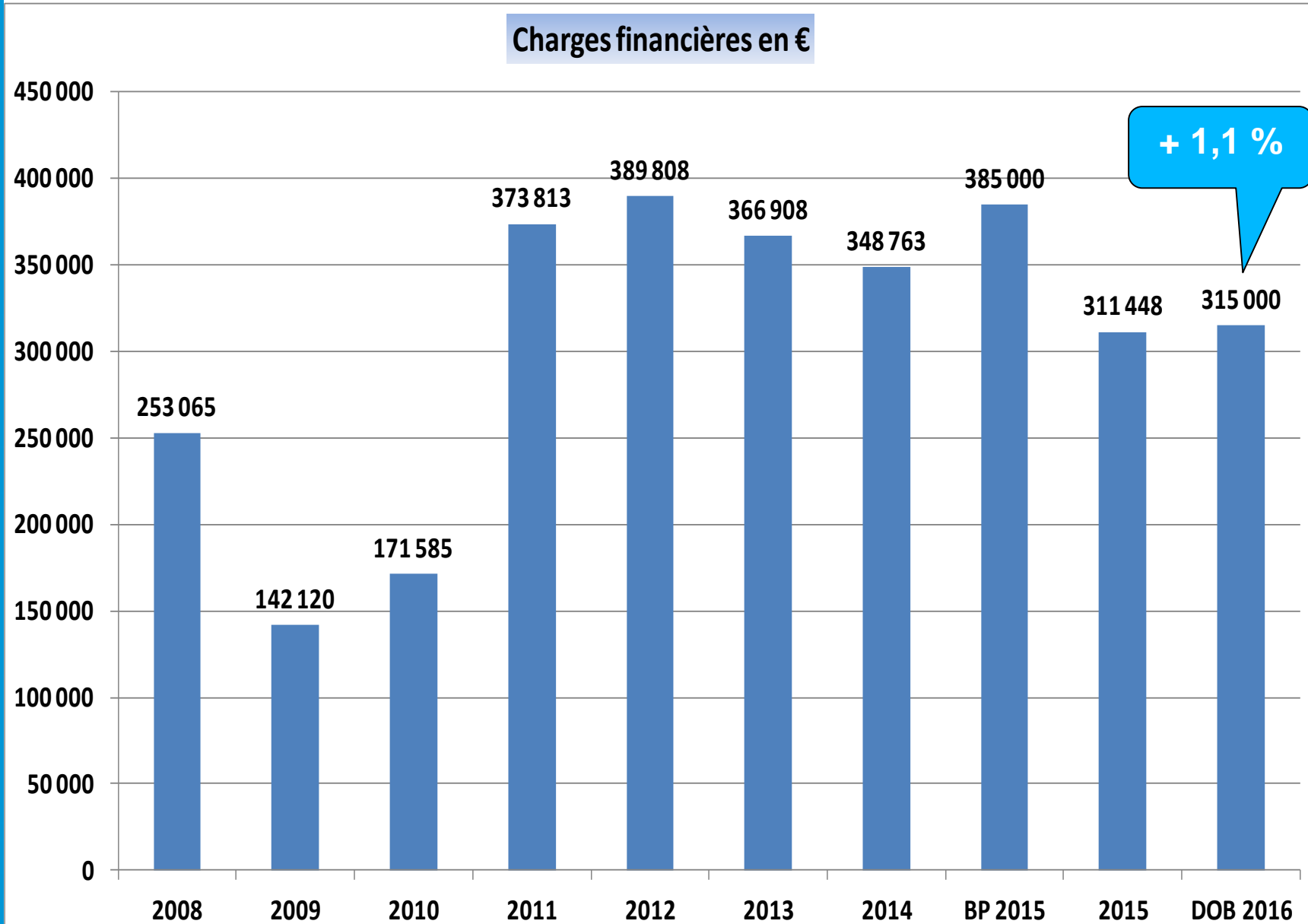
- Evolution CA 2015-DOB 2016 : +11,5 K€ dont :

Subventions de fonct.- droit privé	Ecole Notre Dame +25 K€, Sports -15 K€, autres + 8 K€	+18 K€
---------------------------------------	---	--------



4) Budget - Section de fonctionnement

b) Dépenses de fonctionnement : Charges financières



4) Budget - Section de fonctionnement

b) Dépenses de fonctionnement : Charges financières

- Evolution BP 2015-CA 2015 : -73 K€

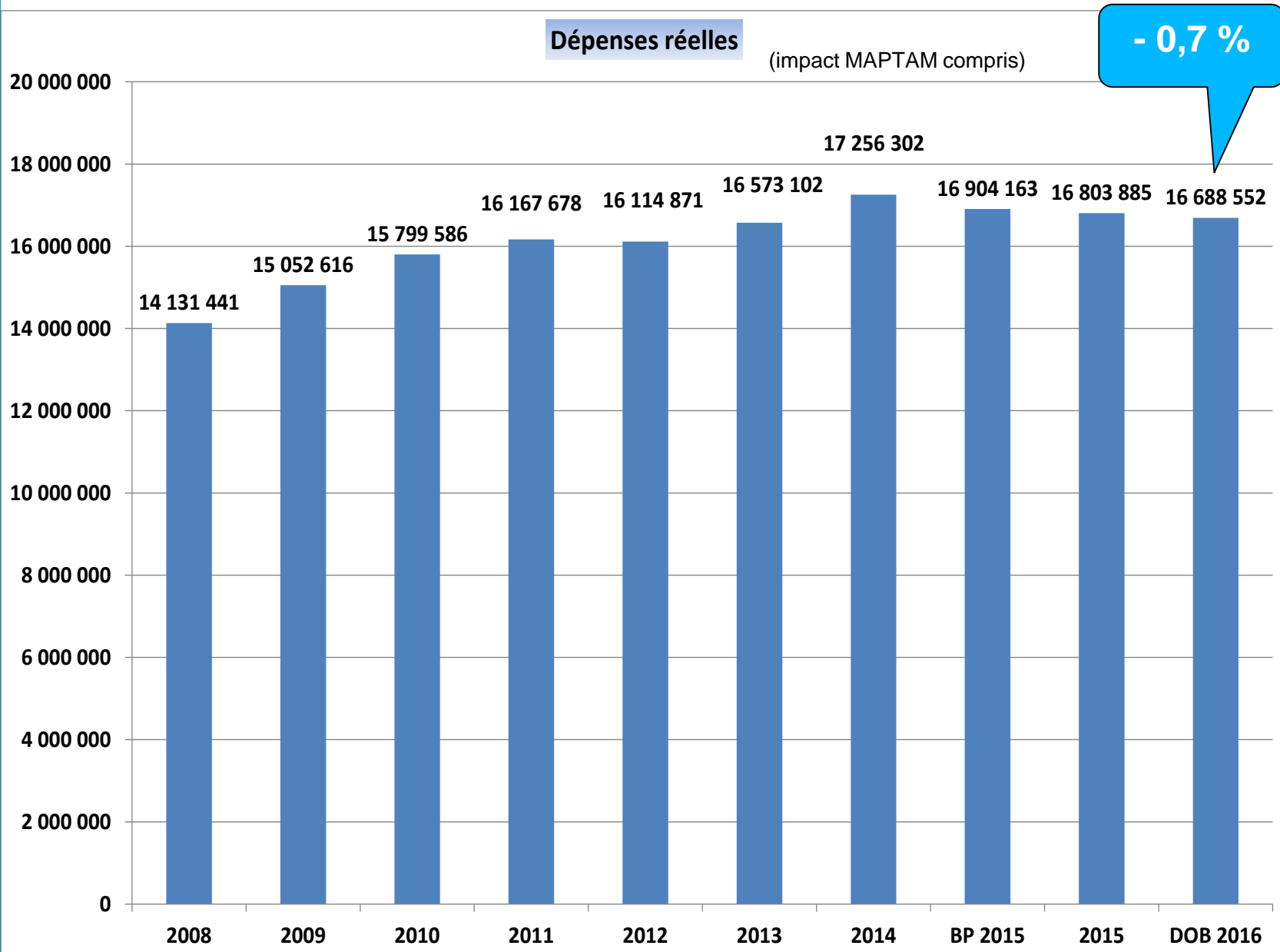
Intérêts réglés à l'échéance	intérêt de la dette	-60 K€
Intérêts des autres dettes	ligne de trésorerie	-13 K€

- Evolution CA 2015-DOB 2016 : +3,5 K€

Estimation prudente pour l'instant.

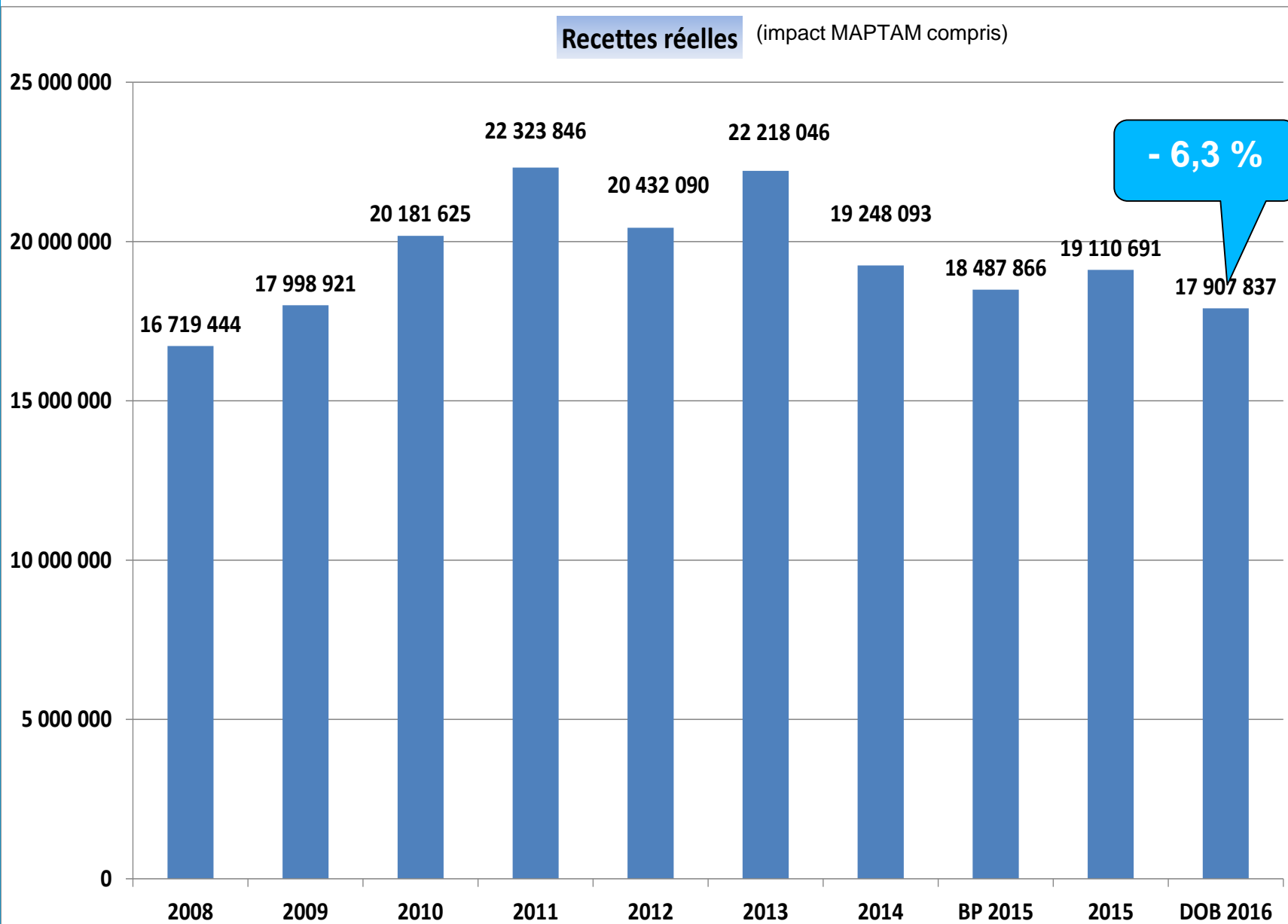
4) Budget - Section de fonctionnement

c) TOTAL Dépenses Réelles



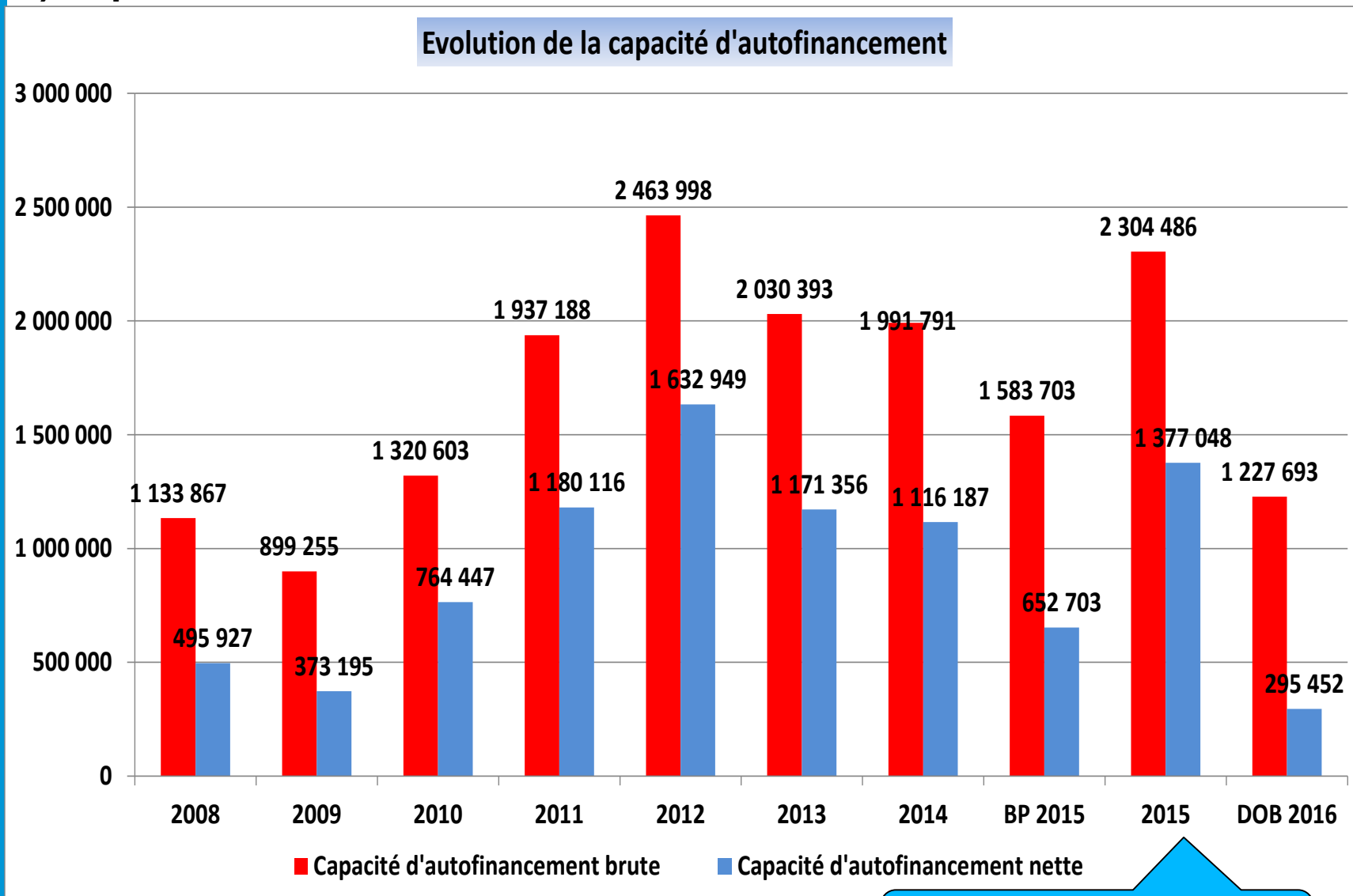
4) Budget - Section de fonctionnement

c) TOTAL Recettes Réelles



4) Budget - Section de fonctionnement

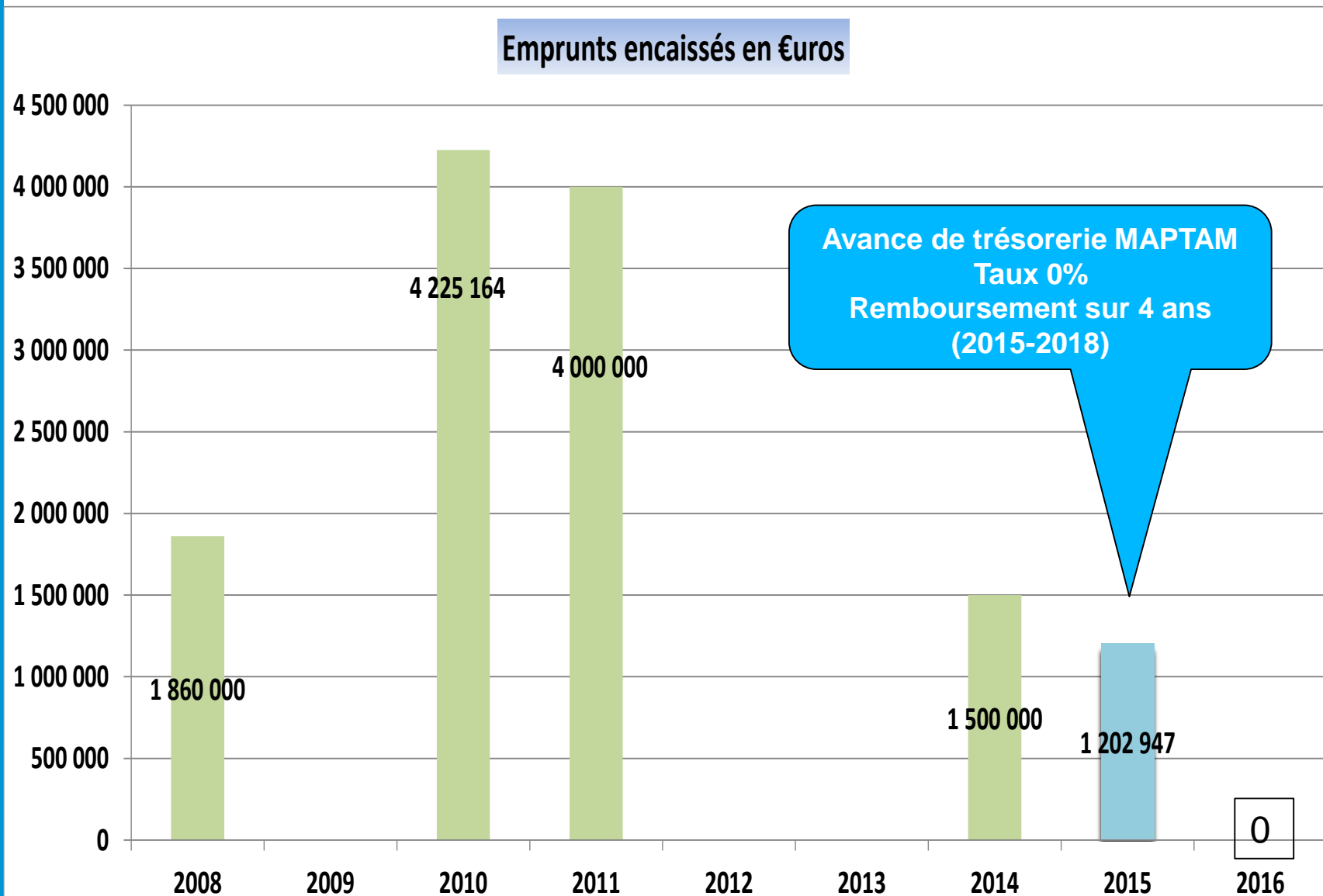
d) Capacité d'Autofinancement



CAF Nette 2015 et 2016 : hors
remboursement avance de trésorerie
MAPTAM

5) Budget - Section d'investissement

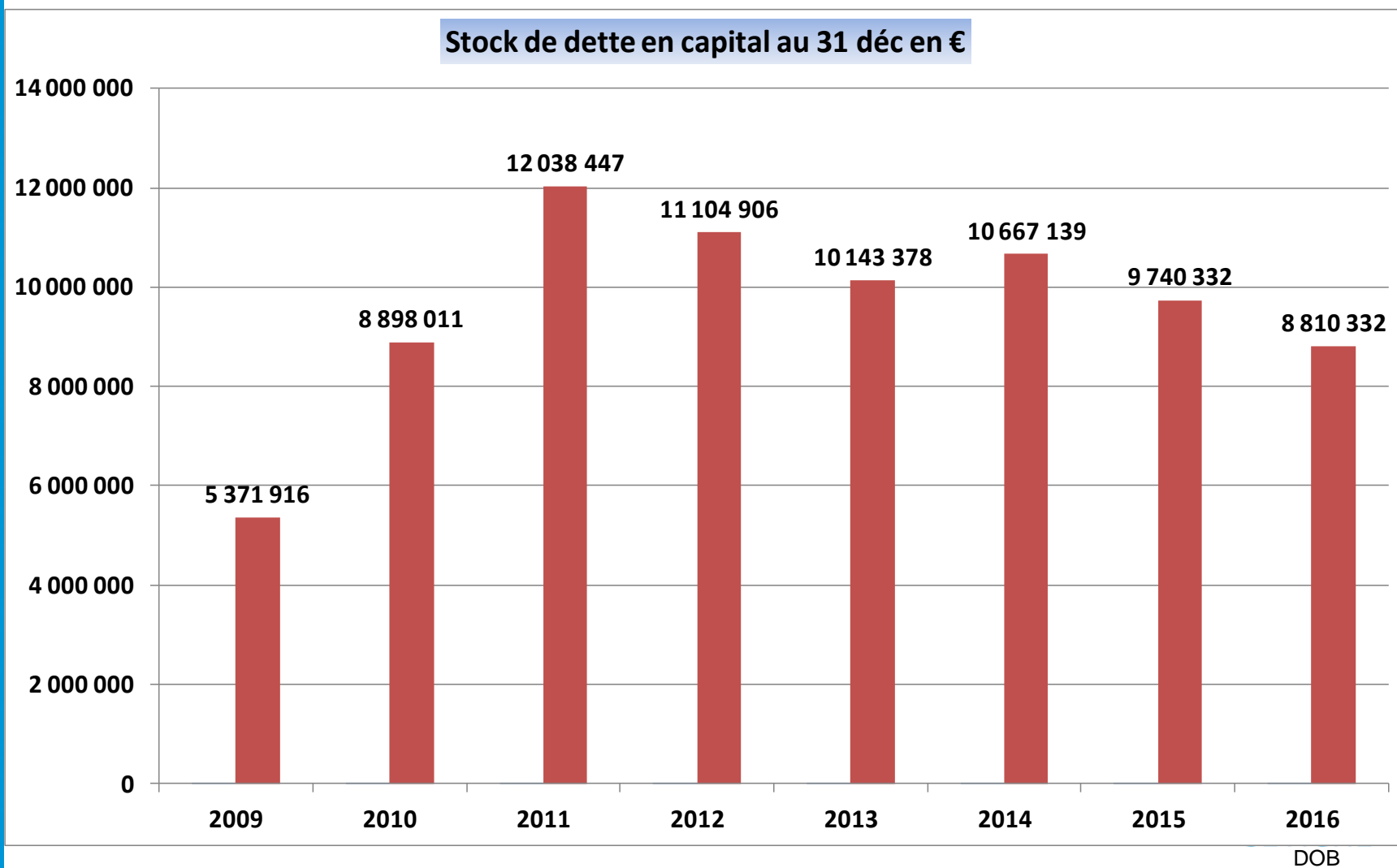
a) Nouveaux emprunts par an : pas de nouvel emprunt en 2016



5) Budget - Section d'investissement

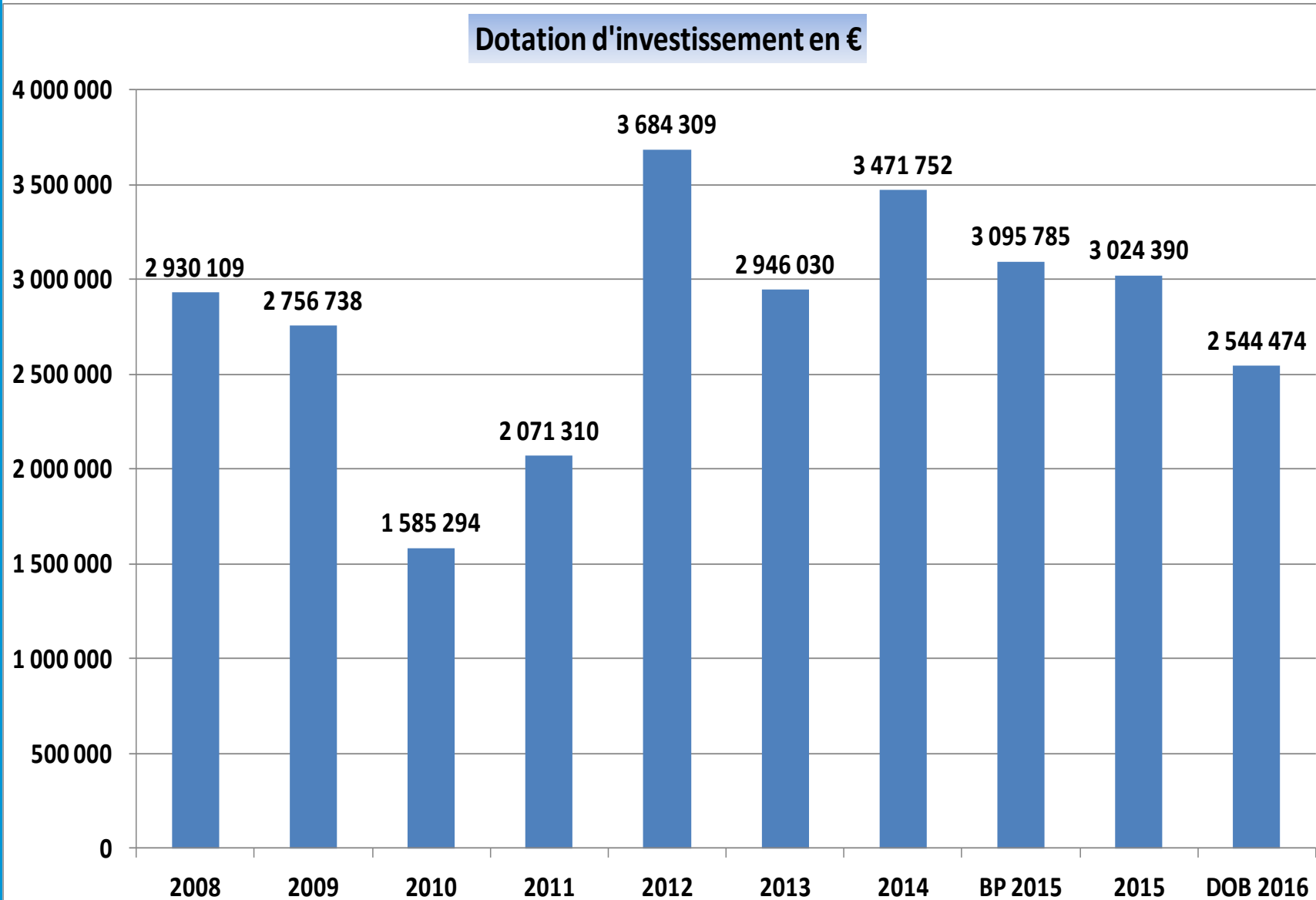
a) **Stock de Dette (en capital) : baisse en 2016 comme en 2015**

- Répartition : Taux fixes : 90,6% / Taux variables : 9,4%
- Taux moyen de la dette : 3,28 %



5) Budget - Section d'investissement

a) Recettes de Dotations



5) Budget - Section d'investissement

a) Recettes de Dotations

- Evolution BP 2015-CA 2015 :

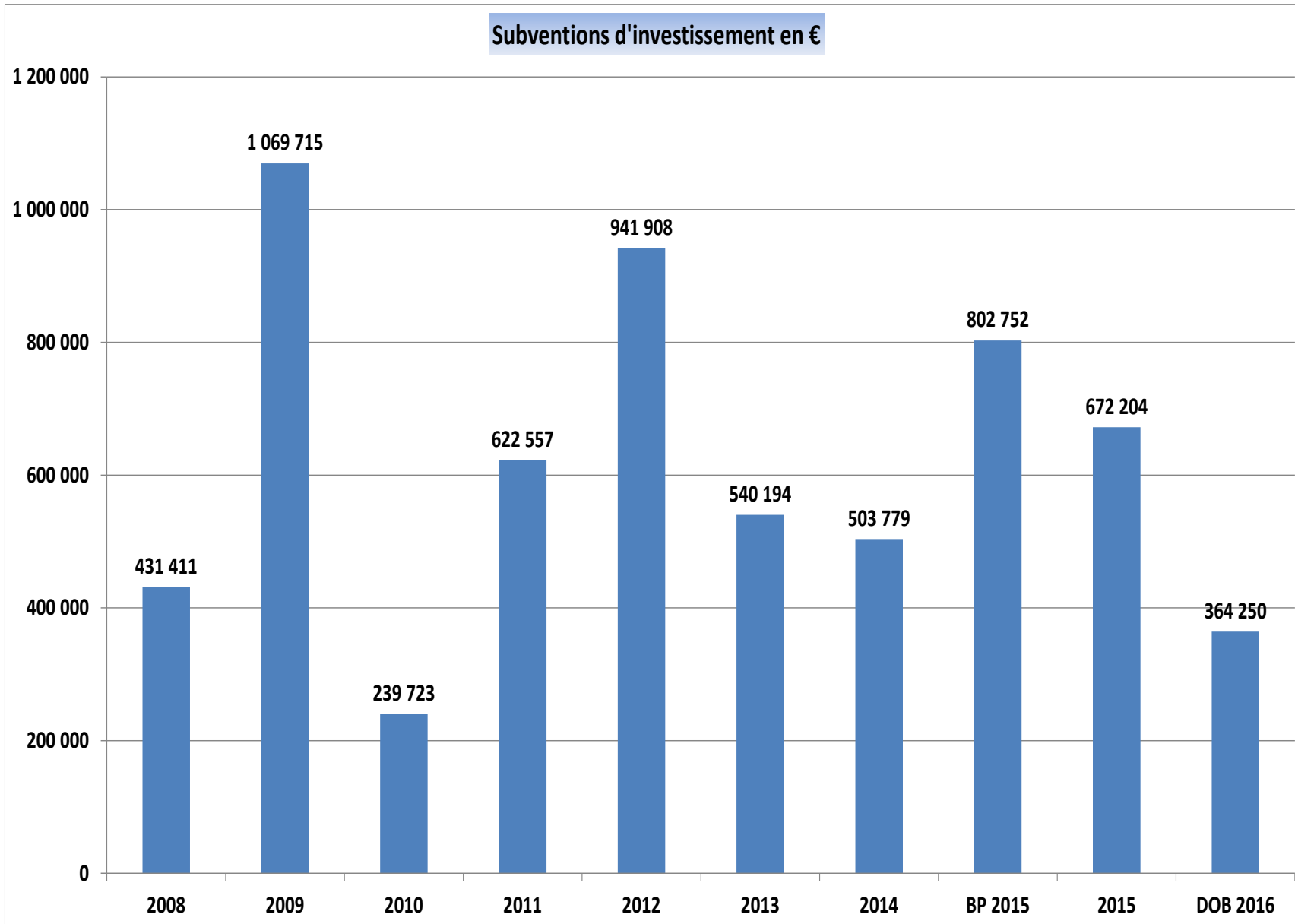
FCTVA	FCTVA	+16 K€
Taxe d'aménagement & versement ss densit	Taxe d'aménagement	-120 K€
Dons et legs en capital	Dons église	+32 K€

- Evolution CA 2015-DOB 2016 :

FCTVA	Faible taux de réalisation des dépenses d'investissement	-433 K€
Taxe d'aménagement		-80 K€

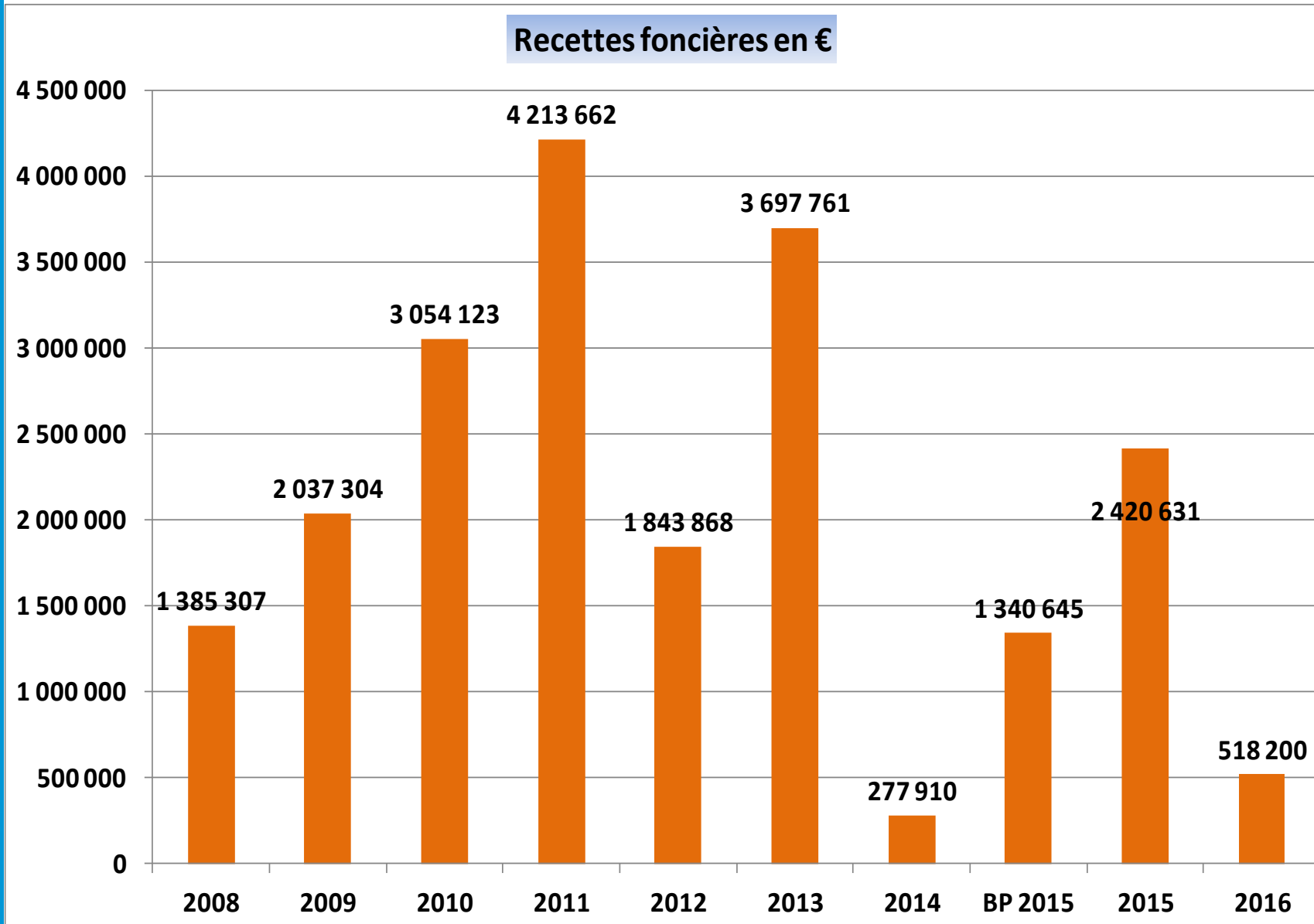
5) Budget - Section d'investissement

a) Recettes de Subventions



5) Budget - Section d'investissement

a) Recettes foncières (produits de cessions d'immobilisations)



5) Budget - Section d'investissement

a) Recettes foncières (produits de cessions d'immobilisations)

- Evolution BP 2015-CA 2015 : + 1 167 K€

Ventes à Néotoa : Manoir de Grippé et maison rue de la Croix
Connue

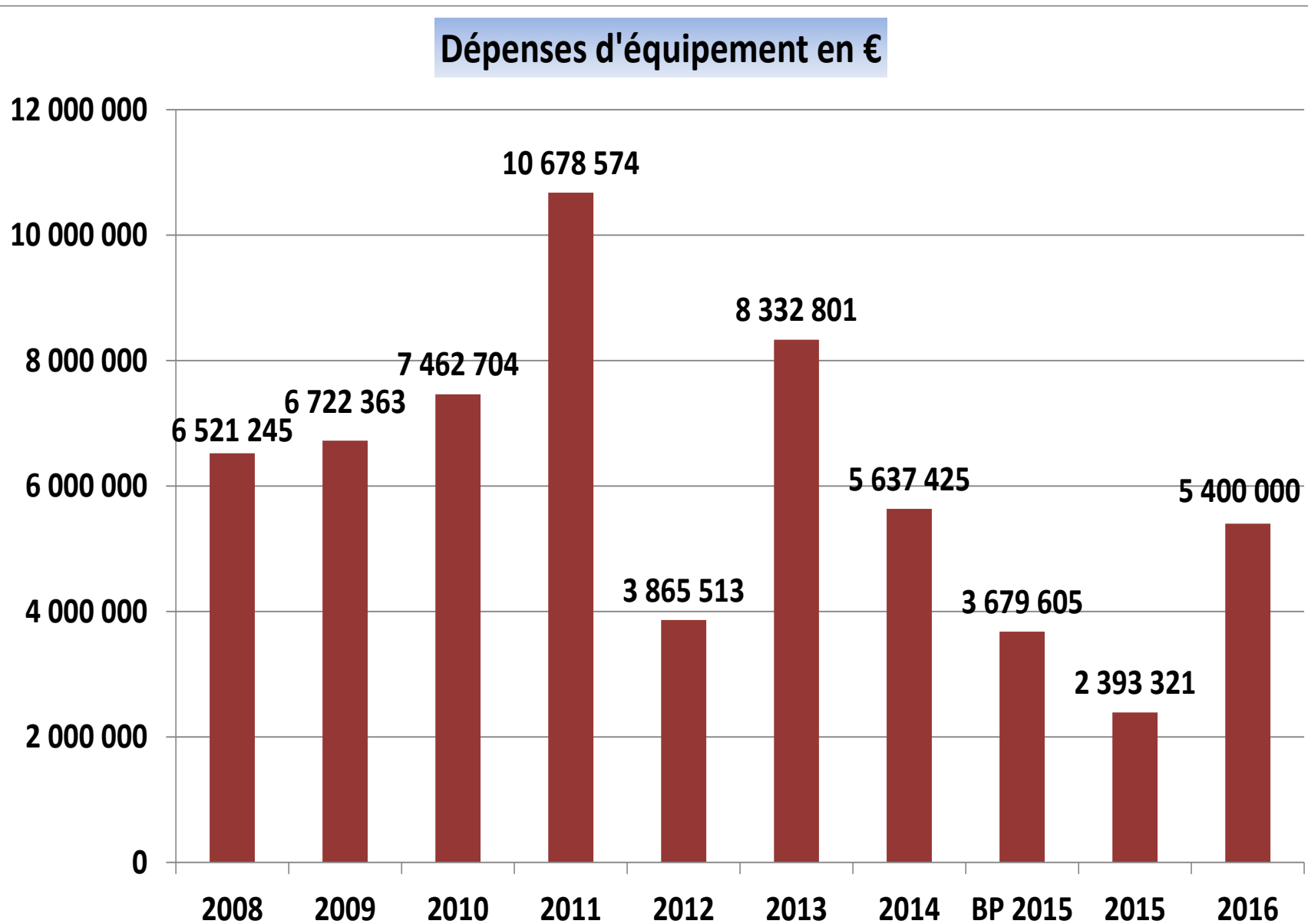
- DOB 2016 :

Acompte vente terrain rue des Buttes	200 000
Vente terrain bande Toyota rue Paris	165 800
Acompte vente ancienne poste	92 400
Vente autocommuteur	60 000



5) Budget - Section d'investissement

b) Dépenses d'équipements : hausse en 2016



5) Budget - Section d'investissement

b) Dépenses d'équipements prévues en 2016 : **5,4 M€** dont **2,8 M€** d'opérations structurantes :

Principales opérations structurantes	Montant prévu au DOB 2016 En € TTC
Rénovation Eglise	976 752
Couverture terrains tennis extérieurs (chalotais)	714 042
Rénovation Espace Sportif Bourgchevreuil (COSEC)	616 639
Travaux de réseaux sur le terrain Ancienne poste (cours de la Vilaine) en vue de la vente du terrain	213 000
Etudes-Révision du PLU	80 000
Rénovation des terrains / Aires de jeux	64 500
Nouvel équipement de Système vidéo protection	60 000

5) Budget - Section d'investissement

c) Impact loi MAPTAM-DEPENSES : convention de mandat

Libelle Programme	2015 en € TTC	2016 en € TTC
Mandat RM - charges fonctionnement	584 242	758 456
Mandat RM - charges de personnel	179 979	216 153
Dotation accessibilité voirie	70 546	276 865
Amgt voirie - Ligne à Grande Vitesse LGV	573 858	14 141
Amgt voirie-Place Waltrop VRD	8 089	1 341
Amgt terrains-Haut Grippé		230 304
Dotation eaux pluviales	42 992	188 754
Dotation pistes cyclables	2 912	50 750
Dotation éclairage public	547 863	567 989
Dotation marquage au sol	20 875	24 078
Dotation réseaux souples		30 000
Dotation mobilier urbain	11 905	805
Dotation ferronnerie	5 418	16 240
Dotation signalisation verticale	28 256	28 608
Dotation VRD	537 878	908 567
Divers		1 188
Total général	2 614 814	3 314 237



6) Prospective 2015-2020 : ratios

D/R	Chapitre	Libellé du Chapitre	CA 2014	BP 2015	CA 2015	DOB 2016	2017	2018	2019	2020
		Fonds de roulement	-445 138	959 985	3 821 116	0	0	0	0	-149 511
		Population totale INSEE au 31 déc	16 194		16 999	17 771	17 901	18 001	18 301	18 701
		Stock de dette au 31 déc	10 667 139	11 487 555	9 740 332	8 810 332	8 084 881	7 339 186	6 572 404	5 783 656
		Recettes réelles de fonctionnement	19 248 093		19 108 371	17 916 245	17 959 221	18 169 259	18 490 227	18 937 445
		Dépenses réelles de fonctionnement	17 256 302		16 803 885	16 688 552	16 461 969	16 437 406	16 412 042	16 465 540
		Capacité d'autofinancement brute	1 991 791		2 304 486	1 227 693	1 497 252	1 731 852	2 078 185	2 471 905
		Capacité d'autofinancement nette avec MAPTAM de 2015 à 2018	1 116 187		1 076 311	-5 285	471 063	685 419	1 311 403	1 683 157
		Ratio de capacité de désendettement hors PPP	5,4		4,2	7,2	5,4	4,2	3,2	2,3
		Marge d'autofinancement courant	95,9%		94,2%	103,7%	99,4%	98,2%	94,9%	93,0%
		Ratio de rigidité structurelle	0,62		0,64	0,69	0,65	0,65	0,62	0,61
		Ratio de capacité de désendettement (Stock de dette/CAF brute)								
		Moins de 6 ans	Mesure le nombre d'années qu'il faudrait à la commune pour se désendetter si elle consacrait l'intégralité de sa CAF au remboursement du stock de dette							
		De 6 à 12 ans								
		De 12 à 15 ans								
		Plus de 15 ans								
		Coefficient d'autofinancement (DRF+Capital remboursé)/RRF								
		Moins de 100%	Mesure le taux de couverture des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles+le remboursement du capital							
		Plus de 100%								
		Ratio de rigidité structurelle (Chap 012+Chap66+Chap16)/RRF								
		Moins de 0,65	Mesure le taux de couverture des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses de personnel+les annuités de dette							
		Plus de 0,65								

7) Conclusion

Les collectivités territoriales sont à un tournant de leur histoire financière

Notre commune ne fait pas exception.

Nous devons préparer CESSON SEVIGNE à assimiler le projet Viasilva.

La pression fiscale pour une catégorie de la population augmente et le nombre de personnes en difficultés sur la commune s'accroît.

C'est pourquoi nous réaffirmons nos orientations :

- **Ne pas augmenter les taux d'impôts locaux communaux**
- **Diminuer les dépenses de fonctionnement**
- **Accroître les recettes pour renforcer la CAF afin de faire face aux investissements nécessaires**
- **Ne pas recourir à l'emprunt pour les dépenses d'équipement récurrentes de la commune**
- **Assurer la cohésion entre notre stratégie de cession foncière et notre politique urbanistique et économique**



7) Conclusion

La Cour des Comptes rend public, le 13 octobre 2015, un rapport sur les finances publiques locales, fruit d'un travail commun avec les chambres régionales des comptes, sur la situation financière et la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Les administrations publiques locales (Apul) représentent 20 % de la dépense publique et 9 % de la dette publiques. Elles sont concernées par le respect des engagements européens de la France en vue du redressement de ses comptes publics.

« Une meilleure maîtrise des dépenses de fonctionnement et une sélectivité accrue des investissements sont indispensables :

Le recul de l'investissement local paraît devoir accompagner la baisse de la DGF jusqu'en 2017. Des marges de manœuvre s'offrent aux collectivités locales pour en limiter l'ampleur.

- Elles doivent s'engager dans une recherche plus systématique d'économies de fonctionnement, notamment en stabilisant l'évolution de leur masse salariale.*
- D'autre part, la sélection des investissements locaux doit être renforcée, en généralisant leur programmation pluriannuelle et en introduisant l'évaluation de leur utilité socio-économique. »*

7) Conclusion



Année 2016 : Actions à retenir

Fiscalité locale

- Taux d'imposition communale inchangé
- Revalorisation des bases cadastrales nationales : + 1%

Budget de Fonctionnement

- Baisse des dépenses
- Baisse importante des Recettes
- Capacité d'autofinancement en baisse

Budget d'Investissements

- Poursuite du désendettement (Aucun nouvel emprunt)
- Hausse des dépenses d'équipement

Perspectives 2016 à 2020

- Capacité d'autofinancement en baisse, et diminution des ventes foncières réduiront les dépenses d'équipement d'ici 2020 si les efforts ne sont pas poursuivis.



ANNEXES



6) Prospective 2015-2020 : section de fonctionnement

Sect i	D/R	Chapitr e	Libellé du Chapitre	CA 2014	BP 2015	CA 2015	2016	2017	2018	2019	2020
F	R	70	Produits des services du domaine et ve	4 071 639	3 809 727	3 910 698	3 945 166	4 004 343	4 064 409	4 125 375	4 187 255
F	R	70	Produits des services du domaine et ventes diverses (Conv manda			202 238	242 202				
F	R	70	Produits des services du domaine et ventes diverses MAPTAM			146 425					
F	R	72	Travaux en régie								
F	R	73	Impôts et taxes	12 006 935	11 044 014	11 335 151	11 353 693	11 895 403	12 063 793	12 280 403	12 609 388
F	R	74	Dotations et participations	2 562 111	2 291 338	2 455 441	1 902 517	1 629 214	1 644 443	1 684 819	1 738 125
F	R	75	Autres produits de gestion courante	444 951	385 860	335 919	331 942	335 261	301 614	304 630	307 676
F	R	76	Produits financiers	59 838	590 387	590 003	25				
F	R	77	Produits exceptionnels	306 842	105 232	2 527 721	60 700	40 000	40 000	40 000	40 000
F	R	O13	Atténuation de charges	102 620	261 308	134 816	95 000	95 000	95 000	95 000	95 000
F	R	O42	Opérations d'ordre de transfert entre s	292 803	300 000	299 194	442 876	442 876	442 876	442 876	442 876
F	R	OO2	Résultat de fonctionnement reporté	900 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
F	R	OO2	Résultat de fonctionnement reporté MAPTAM			308 000					
F	R		Total Recettes	20 747 738	19 287 866	22 745 605	18 874 121	18 942 097	19 152 135	19 473 103	19 920 321
F											
F	D	011	Charges à caractère général	5 172 263	4 630 321	4 244 471	4 550 082	4 550 082	4 550 082	4 550 082	4 629 642
F	D	011	Charges à caractère général MAPTAM			77 838					
F	D	012	Charges de personnel et frais assimilés	10 733 467	10 834 000	10 711 537	10 840 000	10 720 000	10 720 000	10 720 000	10 720 000
F	D	65	Autres charges de gestion courante	1 224 588	1 143 132	1 185 221	1 196 813	1 196 813	1 196 813	1 196 813	1 196 813
F	D	67	Charges exceptionnelles	69 696	126 710	89 347	78 533	79 318	80 112	80 913	81 722
F	D	67	Charges exceptionnelles MAPTAM			483 218					
F	D	68	Dotations aux provisions		10 000		10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
F	D	66	Charges financières	348 763	385 000	311 448	315 000	308 632	283 276	257 110	230 239
F	D	O14	Atténuation de produits	328	500		1 000				
F	D	O22	Dépenses imprévues	0	80 000		150 000	50 000	50 000	50 000	50 000
F	D	O23	Virement à la section d'investissement								
F	D	O42	Opérations d'ordre de transfert entre s	912 848	883 000	3 316 335	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
F	D		Total Dépenses	18 461 953	18 092 663	20 419 414	18 141 428	17 914 845	17 890 282	17 864 918	17 918 416
F								50			
F			Résultat de fonctionnement	2 285 785	1 195 203,4	2 326 191	732 693	1 027 252	1 261 852	1 608 185	2 001 905

6) Prospective 2015-2020 : section d'investissement

Sect i	D/R	Chapitr e	Libellé du Chapitre	CA 2014	BP 2015	CA 2015	2016	2017	2018	2019	2020
	R	10	Dotations, fonds divers et réserves	3 471 752	3 095 785	3 024 390	2 544 191	1 070 922	885 218	1 065 880	1 305 672
	R	10222	FCTVA	1 279 896	810 000	825 979	392 000	793 035	379 935	326 267	220 209
	R	10223	Taxe d'aménagement	495 737	500 000	380 011	300 000				
	R	10251	Dons et legs en capital			32 614,15	26 000				
	R	1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 696 119	1 785 785	1 785 785	1 826 191	277 887	505 283	739 613	1 085 463
	R	13	Subventions d'investissement	503 779	802 752	672 204	648 750	200 000	200 000	200 000	0
	R	16	Emprunts et dettes assimilées	1 502 560	0	1 203 187	0	0	0	0	0
	R	21	Immobilisations corporelles								
	R	23	Immobilisations en cours (Recettes SPLA)	45 277		13 057					
	R	27	Autres immobilisations financières	31 483		457 347	0	0	0	0	0
	R	45	Opération sous mandat		2 812 477	2 263 746	3 544 403	0			
	R	8-2-011	Recettes de fonctionnement		683 731	544 122	678 193				
	R	8-2-012	Recettes de personnel		179 308	166 869	229 263				
	R	58-2-21	Recettes d'investissement		1 949 438	1 552 754	2 253 935				
	R	O24	Produits des cessions d'immobilisations	0	1 340 645	0	518 200	1 501 645	1 320 000	0	0
	R	O40	Opérations d'ordre de transfert entre sections	912 848	883 000	3 316 335	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	R	O41	Opérations patrimoniales	6 722	50 000	176 936	100 000				
	R		Total Recettes	6 474 420	8 984 859	11 815 281	8 355 544	3 772 567	3 405 218	2 265 880	2 305 672
	D	10	Dotations, fonds divers et réserves			720 373					25 001
	D	13	Subventions d'investissement		108 500	156 620					
	D	16	Emprunts et dettes assimilées	977 604	0	1 228 175	1 232 978	1 026 189	1 046 433	766 782	788 748
	D	20	Immobilisations incorporelles								
	D	21	Immobilisations corporelles								
	D	23	Immobilisations en cours	5 637 425	3 679 605	2 393 321	5 443 070	2 530 822	2 152 478	1 404 795	0
	D		Crédits nouveaux	5 637 425	3 679 605	2 393 321	4 373 757	2 530 822	2 152 478	1 404 795	0
	D		Restes à réaliser N-1				1 069 313				
	D	26	Participations et créances rattachées	0		0	0	0	0	0	0
	D	45	Opération sous mandat		2 761 684	2 614 814	3 314 237	0			
	D	8-1-011	Dépenses de fonctionnement		683 731	584 242	652 193	0			
	D	8-1-012	Dépenses de personnel		179 308	179 979	242 153	0			
	D	58-1-21	Dépenses d'investissement		1 898 645	1 850 593	2 255 123	0			
	D	204	Subventions d'équipement versées	3 225							
	D	O20	Dépenses imprévues (Investissement)	0	20 000	0	50 000	20 000	20 000	20 000	20 000
	D	O40	Opérations d'ordre de transfert entre sections	292 803	300 000	299 194	442 876	442 876	442 876	442 876	442 876
	D	OO1	Résultat d'investissement reporté	2 287 564	2 730 923	2 730 923	-1 494 925	732 693	980 013	1 236 583	1 605 155
	D	O41	Opérations patrimoniales	6 722	50 000	176 936	100 000	0	0	0	0
	D		Total Dépenses	9 205 343	9 650 712	10 320 357	9 088 237	4 752 580	4 641 800	3 871 035	4 476 780
			Solde d'investissement	-2 730 923	-665 853	1 494 925	-732 693	-980 013	-1 236 583	-1 605 155	-2 171 108

DOB 2016 : Structure et évolution des dépenses et des effectifs

1. Structuration des effectifs de la Ville au 01/01/2016 :

- **292 agents titulaires ou contractuels sur postes permanents** (postes créés au tableau des effectifs) répartis de la manière suivante :
 - 236 postes créés à temps complet,
 - 56 postes créés à temps non complet (14 postes sont d'une durée inférieure au mi-temps et 45 postes d'une durée égale ou supérieure au mi-temps) :
- 27 agents non permanents
- 11 agents de droit privé

Nb. 289 agents sur postes permanents au 01/01/2015

2. Répartition des dépenses de personnel :

- **Chapitre 012 : 10 840 000 €** au DOB 2016 répartis de la manière suivante :
 - 92% : rémunération des agents sur postes permanents (titulaires ou non titulaires),
 - 5,5% : rémunération des agents non permanents (remplaçants maladie, vacances scolaires, vacataires...),
 - 1,5% agents de droit privé,
 - 1% autres éléments du chapitre 012 (dont visites médicales, CNAS, mise à disposition...)

Nb. 10 711 536€ réalisé en 2015

Avantages en nature : concernent exclusivement les repas du personnel qui travaillent en journée continue avec moins de 45 minutes de pause pour déjeuner et qui doivent rester sur leur lieu de travail (services périscolaire, nettoyage, restauration, écoles) : 23 agents ont été concernés en 2015 pour un montant payé par la Ville de 2 094€ TCC en 2015. Au DOB 2016, 2 500€ TCC sont prévus.

- **Chapitre 011 : 87 036 €** au DOB 2016 (77 135€ réalisés en 2015) dont principalement :
 - Formation : 31 666€ au DOB 2016 (22 766€ réalisés en 2015),
 - Frais de missions des agents : 11 000€ au DOB 2016 (9 050 € réalisés en 2015),
 - Locations immobilières (gîtes) : 23 000€ au DOB 2016 (22 470€ réalisés en 2015).

DOB 2016 : Agents titulaires au 01/01/2016

Filière	Catégorie	Grade	Effectif budgétaire	Effectif pourvu	Dont TNC
Administrative	A	Directeur de classe exceptionnelle (DGS)	1	1	
	A	Attaché Principal	3	3	
	A	Attaché	15	15	
	B	Rédacteur principal de 2ème classe	3	3	
	B	Rédacteur	10	10	
	C	Adjoint Administratif Principal 1ère classe	4	4	
	C	Adjoint Administratif Principal 2ème classe	7	7	
	C	Adjoint Administratif 1ère classe	5	5	2
	C	Adjoint Administratif 2ème classe	17	17	2
	Total Filière Administrative		65	65	4
Culturelle	A	Bibliothécaire	1	1	
	A	Professeur d'Enseignement Artistique hors classe	2	2	
	B	Assistant de Conservation principal 1ère classe	2	2	
	B	Assistant de Conservation principal 2ème classe	3	3	
	B	Assistant de Conservation	1	1	
	B	Assistant enseignement artistique principal 1ère classe	12	12	9
	B	Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	6	6	6
	B	Assistant d'enseignement artistique	13	13	12
	C	Adjoint patrimoine 2ème classe	1	1	
		Total Filière Culturelle		41	41
Animation	B	Animateur	2	1	
	C	Adjoint Animation Principal 2ème classe	1	1	1
	C	Adjoint Animation 1ère classe	3	3	
	C	Adjoint Animation 2ème classe	17	17	7
		Total Filière Animation		23	22
Médico-sociale	A	Infirmière en soins généraux classe normale	1	1	
	A	Éducateur principal de Jeunes Enfants	1	1	
	B	Éducateur de Jeunes Enfants	6	6	
	C	ATSEM principal de 1ère classe	2	2	
	C	ATSEM principal de 2ème classe	8	8	1
	C	ATSEM de 1ère classe	6	6	1
	C	Auxiliaire de Puériculture principal 2 CL	3	3	
	C	Auxiliaire de Puériculture 1ère classe	2	2	
	Total Filière Médico-sociale		29	29	2
Police	B	Chef de service PM Principal 1ère classe	1	1	
	B	Chef de service PM	1	1	
	C	Brigadier Chef Principal	4	4	
	C	Brigadier	2	2	
	C	Gardien	1	1	
		Total Filière Police		9	9
Sportive	A	Conseiller des A.P.S. Principal 2ème classe	1	1	
	B	Educateur des A.P.S. Principal 1ère classe	7	7	
	B	Educateur des A.P.S. Principal 2ème classe	6	6	
	B	Educateur des A.P.S.	7	7	
	C	Opérateur principal des A.P.S.	1	1	
		Total Filière Sportive		22	22
Technique	A	Directeur général des services techniques	1	1	
	A	Ingénieur	1	1	
	A	Technicien Principal 2ème classe	4	4	
	B	Technicien	6	6	
	C	Agent de Maîtrise Principal	7	7	
	C	Agent de maîtrise	14	14	1
	C	Adjoint Technique Principal 1ère classe	10	10	1
	C	Adjoint Technique Principal 2ème classe	9	9	
	C	Adjoint Technique 1ère classe	8	8	
	C	Adjoint Technique 2ème classe	45	44	13
	Total Filière Technique		105	104	15
	Total général		294	292	56

*2 agents sur un poste (mi-temps)

DOB 2016 : Agents non titulaires au 01/01/2016

Filière	Catégorie	Grade	Nombre agent non titulaire	Echelle de rémunération	Motif du contrat : article
	A	Attaché	1	Echelle des Attachés	3-2
Administrative	B	Rédacteur	2	Echelle des Rédacteurs	3-2
		Adjoint Administratif 2ème classe	3	Echelle 3	3-1°)
	C		2		3-1
	C		1		3-2
Animation	B	Adjoint Animation 2ème classe	6	Echelle 3	3 1°)
	B		4		3-2
Culturelle	B	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	1	Echelle des AEA principaux de 2ème classe	3-2
	B	Assistant d'enseignement artistique	3	Echelle des AEA	3-4
	B		8		3-2
	C	Adjoint Patrimoine 2ème classe	1	Echelle 3	3-1
Médico-sociale	A	Sage femme classe normale	1	Echelle des Sages femmes	3 1°)
	C	ATSEM de 1ère classe	2	Echelle 4	3-2
	C		3	Echelle 4	3-1
	C	Auxiliaire de puériculture de 1ère classe	1	Echelle 4	3-1
Sportive	B	Educateur des A.P.S.	7	Echelle des Educateurs des APS	3 1°)
	B		4		3-2
Technique	B	Technicien	3	Echelle des Techniciens	3-2
	C	Adjoint Technique 2ème classe	9	Echelle 3	3 1°)
	C		3		3-1
Total			65	Soit : article 3 1°) : 26 ; article 3-1 : 10 ; article 3-2 : 26 ; article 3-4 : 3 ; article 38 : 0	

article 3 1 °) accroissement temporaire d'activités

article 3-1 remplacement temporaire d'agents

article 3-2 vacance temporaire d'un emploi

article 3-4 CDI

article 38 Travailleur handicapé

Récapitulatif des effectifs au 01/01/2016 et évolution depuis 2006

Nombre d'agents de droit public	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Titulaires	175	188	196	207	221	221	219	231	230	234	245
Stagiaires	18	15	21	15	16	9	14	16	18	20	9
auxiliaires et contractuels mensuels	50	47	36	40	37	47	53	46	59	39	41
auxiliaires horaires (présents au 01/01/2016)	38	29	33	33	39	43	38	38	38	37	24
Total agents de droit public	281	279	286	295	313	320	324	331	345	330	319

Nombre d'agents de droit privé	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Apprentis	6	5	5	5	8	8	8	7	6	4	5
Contrats uniques d'insertion	8	8	5	3	5	8	6	6	4	4	3
Emplois d'avenir (loi de 2012)	0	0	0	0	0	0	0	0	5	3	3
Emplois jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emplois consolidés	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contrats d'avenir (ancienne version)	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Emplois contrats emplois solidarités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total agents permanents de droit privé	16	15	10	9	14	16	14	13	15	11	11

Total général droit public + droit privé	297	294	296	304	327	336	338	344	360	341	330
---	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------